

BRIDGES NETWORK

PASSERELLES

Analyses et informations sur le commerce et le développement durable en Afrique

VOLUME 18, NUMÉRO 4 – JUIN 2017



Aborder le commerce sous l'angle du genre

GENRE

L'importance d'intégrer la dimension du genre dans les politiques commerciales

KENYA

Défis et opportunités pour les femmes dans le secteur de la noix de macadamia

BIENS INDUSTRIELS

Un examen des liens entre commerce et genre au sein du COMESA



International Centre for Trade
and Sustainable Development



PASSERELLES

VOLUME 18, NUMÉRO 4 – JUIN 2017

PASSERELLES

Analyses et informations sur le commerce et le développement durable en Afrique

PUBLIÉ PAR

ICTSD

Centre international pour le commerce et le développement durable

Genève, Suisse

www.ictsd.org

PUBLIEUR

Ricardo Meléndez-Ortiz

RÉDACTEUR EN CHEF

Andrew Crosby

RESPONSABLE ÉDITORIAL

Tristan Irschlinger

SOUTIEN ADDITIONNEL

Fabrice Lehmann

ENDA Cacid

Dakar, Senegal

www.endacacid.org

RÉDACTEUR EN CHEF

Cheikh Tidiane Dieye

ÉDITEUR

Alexandre Gomis

DESIGN

Flarvet

MONTAGE

Oleg Smerdov

PASSERELLES reçoit vos commentaires et prend en considération toute proposition d'article. Nos lignes directrices sont disponibles sur demande. Contactez-nous via passerelles@ictsd.ch ou passerelles@endacacid.org

GENRE

- 4 **De l'importance d'intégrer le genre dans les politiques commerciales**
Simonetta Zarrilli

KENYA

- 8 **Défis et opportunités dans le secteur de la noix de macadamia au Kenya : une perspective de genre**
Jane Maigua, Loise Maina et Charity Ndegwa

CHAINES DE VALEUR MONDIALES

- 11 **La dimension du genre dans les chaînes de valeur mondiales**
Penny Bamber et Cornelia Staritz

BIENS INDUSTRIELS

- 13 **Examiner les liens entre commerce et parité des sexes : le cas de l'industrie manufacturière dans les pays du COMESA**
Nursel Aydiner Avsar et Mariangela Linoci

SERVICES

- 20 **La dimension du genre dans le secteur des services**
Julia Lipowiecka

LE DERNIER MOT

- 26 **Les femmes dans le commerce informel transfrontalier en Afrique de l'Ouest : de la frontière à la marmite**
Cheikh Tidiane Dieye

- 29 **Publications et ressources**

Aborder le commerce sous l'angle du genre



L'importance du commerce et des politiques commerciales dans la poursuite d'objectifs de développement durable est reflétée dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. La persistance d'importantes contraintes liées au genre dans l'ensemble des sociétés africaines signifie toutefois que les femmes et les hommes assument souvent des fonctions très différentes dans l'économie de leur pays. Il est donc nécessaire de tenir compte des répercussions de la politique commerciale en fonction du genre pour s'assurer que les stratégies de développement soient réellement inclusives.

Sur l'ensemble du continent, les femmes africaines se heurtent couramment à d'importants stéréotypes de genre, ainsi qu'à des obstacles spécifiques en termes d'accès aux ressources productives, au financement, à l'éducation et à la formation, ou à l'information, qui limitent leurs opportunités économiques. Elles sont, de ce fait, souvent cantonnées dans des activités peu qualifiées, qui offrent des perspectives restreintes en termes d'évolution de carrière. À la lumière de ce constat, les implications sont doubles. En premier lieu, les effets genrés du commerce et de la politique commerciale doivent être évalués avec soin afin de soutenir l'émancipation économique des femmes. En second lieu, la promotion de l'égalité entre les sexes jouera un rôle déterminant pour accélérer la croissance économique et parvenir à un développement durable en Afrique.

La reconnaissance des impacts différenciés des politiques commerciales en fonction du genre constitue ainsi une première étape indispensable à l'élaboration de politiques qui permettent aux femmes et aux hommes de bénéficier des processus commerciaux sur un pied d'égalité. Quels sont les canaux par lesquels le commerce et la politique commerciale influencent les femmes et la parité des sexes ? Quelles sont les contraintes auxquelles se heurtent les femmes dans l'accès aux opportunités économiques et quelles en sont les conséquences dans la sphère du commerce ? Comment les décideurs politiques peuvent-ils adopter des politiques plus sensibles à l'égalité des sexes en la matière ?

Dans le premier article, Simonetta Zarrilli offre un aperçu des liens entre commerce et genre, en s'intéressant plus particulièrement à l'Afrique. Son panorama est accompagné par deux études de cas. Jane Maigua, Loise Maina et Charity Ndegwa analysent les difficultés et les opportunités rencontrées par les femmes dans le secteur de la noix de macadamia au Kenya, tandis que Nursel Aydiner Avsar et Mariangela Linoci examinent les effets genrés du commerce dans le secteur manufacturier de certains des États membres du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). Un article de Penny Bamber et Cornelia Staritz évoque également la relation entre commerce et genre dans le contexte des chaînes de valeur mondiales. Enfin, l'article de Julia Lipowiecka se penche sur les contraintes auxquelles sont confrontées les femmes dans le secteur des services.

Continuez à suivre l'actualité sur le commerce et le développement durable en Afrique sur le [site web](#) de Passerelles. Vous pouvez aussi nous suivre sur [Facebook](#) et [Twitter](#) !

GENRE

De l'importance d'intégrer le genre dans les politiques commerciales

Simonetta Zarrilli

La politique commerciale est-elle un instrument efficace de réduction des inégalités entre les sexes ? Des politiques commerciales plus sensibles aux questions de genre peuvent-elle endiguer la progression des tendances anti-mondialisation ?

Les politiques commerciales ne sont pas neutres en matière de genre. Les résultats du commerce se répartissent différemment entre hommes et femmes puisque ces derniers ont des rôles dans la société et dans l'économie qui ne sont pas les mêmes, et les chances qui s'offrent à eux sont différentes. De plus, les femmes ne forment pas un groupe homogène et sont donc affectées différemment par le commerce en fonction de leur revenu, de leur place sur le marché du travail, de leur niveau d'instruction, de leur race, etc. Lorsque les politiques commerciales sont conçues sans prendre en compte leurs conséquences propres au genre, elles risquent d'amplifier les écarts entre les sexes qui existent déjà. Un tel résultat pourrait ensuite être utilisé comme preuve que l'ouverture des marchés n'est pas souhaitable.

Les promesses d'égalité entre hommes et femmes faites au niveau national ou dans le cadre d'accords régionaux ou multilatéraux ne peuvent être mises en œuvre que lorsqu'elles sont intégrées à toutes les politiques, politique commerciale comprise. Adopter des mesures promouvant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sans les associer à un vaste train de mesures sociales et économiques les prive des moyens les plus efficaces pour qu'elles deviennent opérationnelles.

L'établissement de liens clairs entre la politique commerciale et certains objectifs fondamentaux, notamment l'égalité des sexes et l'autonomie économique des femmes, renforcerait la contribution du commerce en tant qu'outil de développement durable. Il est essentiel de rappeler l'importance du commerce car il permet aux producteurs nationaux d'atteindre des marchés bien plus vastes, d'accroître l'efficacité de la production intérieure et de réaliser des économies d'échelle ; il est aussi un complément et une condition du développement des capacités de production d'un pays, ainsi que l'un des vecteurs du transfert de technologie. Incontestablement, nombre de pays ont employé les échanges commerciaux comme moyen de développement et ils continuent de le faire de nos jours. Toutefois, les avantages du commerce doivent être évalués à l'aune de ses asymétries et de ses éventuelles conséquences négatives. Il s'agit, pour y parvenir, de compléter l'évaluation des risques et des avantages du commerce pour un pays par une analyse de ses effets éventuels sur divers segments de la population, notamment ceux qui risquent d'être « laissés pour compte », femmes et filles incluses. Une telle évaluation pourrait mener à une refonte des réformes commerciales envisagées ou mettre en lumière la nécessité de mesures d'accompagnement. La meilleure approche consiste à mener une telle évaluation préalablement à l'introduction de nouvelles mesures commerciales, qu'elles s'appuient sur des engagements unilatéraux ou des négociations.

Quels sont les liens entre le commerce et le genre ?

Le commerce a un impact sur l'autonomisation et le bien-être des femmes, et l'inégalité entre les sexes affecte les résultats commerciaux et la compétitivité des pays¹. Examinons de plus près les deux parties de cette équation.

Les implications du commerce du point de vue du genre s'expriment par trois grands vecteurs. Premièrement, le commerce entraîne généralement des changements dans la structure de production ; certains secteurs peuvent connaître une expansion en raison de nouvelles possibilités d'exportations tandis que d'autres peuvent se contracter en raison de

28'000 milliards US\$

Une étude de McKinsey estime que dans un scénario de plein potentiel dans lequel les femmes jouent un rôle identique à celui des hommes sur le marché du travail, il serait possible d'ajouter jusqu'à 28'000 milliards US\$, soit 26 pourcent, au PIB annuel mondial d'ici à 2025.

la concurrence de produits d'importation. De telles évolutions sont susceptibles d'affecter les possibilités d'emploi, les rémunérations, ainsi que la qualité et la sécurité des emplois. Deuxièmement, le commerce fait fluctuer les prix des biens et des services, qui à leur tour ont un effet sur les revenus réels. Enfin, la réduction ou l'élimination des tarifs douaniers résultant de la libéralisation des échanges diminue les recettes publiques et peut ainsi réduire l'aptitude de l'État à offrir certains services publics.

Les divers effets du commerce peuvent être examinés sous l'angle du genre. Dans le premier cas, la différence d'effets existe parce que les femmes sont généralement regroupées dans certains secteurs productifs précis et, plus que les hommes, rencontrent des obstacles qui les empêchent de changer de secteur. Étant donné leurs compétences et mobilité réduites, la contraction des secteurs dans lesquels elles travaillent peut entraîner des pertes d'emplois, les possibilités d'emploi dans les secteurs en expansion étant limitées. Inversement, lorsque les femmes travaillent dans des secteurs en expansion grâce à l'ouverture des échanges, la qualité des emplois créés et les perspectives d'acquisition de compétences restent souvent limitées en raison de la ségrégation horizontale et verticale entre les genres. Considérant le second vecteur de transmission, les femmes sont en général plus pauvres que les hommes et dépensent une part plus élevée de leur revenu dans des biens de consommation de base. Induite par la libéralisation des échanges, la baisse des prix des produits constituant une grande partie du panier de consommation des femmes a un effet positif sur leur bien-être et celui de leur ménage. L'impact est par contre négatif lorsque les femmes sont aussi productrices et que le prix de leurs produits baisse en raison de la concurrence accrue de produits d'importation moins chers. Passant au troisième vecteur de transmission entre le commerce et le genre, puisque les femmes tendent à dépendre plus fortement des services publics, la réduction de ces prestations alourdit encore plus leur fardeau au sein du foyer. Par exemple, si l'éducation et les services de santé sont moins accessibles, le temps que les femmes consacrent aux jeunes et aux personnes âgées de leur foyer s'allonge.

Examinons maintenant la deuxième partie de l'équation, à savoir l'impact de l'inégalité entre les sexes sur les résultats commerciaux et la compétitivité des pays. Employer seulement en partie les connaissances, les compétences et le potentiel de la moitié de la population d'un pays restreint son potentiel commercial et réduit sa compétitivité. Des études récentes ont quantifié les possibilités de croissance manquées en raison de la discrimination entre les sexes. Une étude de McKinsey estime que dans un scénario de plein potentiel dans lequel les femmes jouent un rôle identique à celui des hommes sur le marché du travail, il serait possible d'ajouter jusqu'à 28'000 milliards US\$, soit 26 pourcent, au PIB annuel mondial d'ici à 2025. Une étude des Nations Unies estime quant à elle que si les exploitantes agricoles des pays en développement avaient le même accès aux ressources productives que les hommes, le rendement de leurs exploitations serait de 20 à 30 pourcent supérieur ; la production agricole totale augmenterait de 2,5 à 4 pourcent dans ces pays ; et le nombre total de personnes souffrant de la faim reculerait de 12 à 17 pour cent. Les disparités entre les sexes en matière d'accès aux ressources productives, aux compétences, à la formation, aux technologies et à la connaissance ont un coût d'opportunité élevé en termes de production et d'exportation et des effets nuisibles sur la compétitivité. Qui plus est, les considérations de développement jouent un rôle important : puisque les femmes sont surtout chargées de l'alimentation et de l'éducation des enfants, réduire les chances offertes aux femmes affecte non seulement leurs conditions de vie mais aussi celles des générations futures.

Toutefois, l'inégalité entre les sexes a été employée (et elle l'est encore aujourd'hui) comme stratégie de compétitivité, par exemple dans les chaînes de valeur mondiales. Les écarts de salaire entre les sexes existent dans tous les pays à des degrés divers. Employer des ouvrières qui tendent à être moins bien rémunérées et moins syndiquées que des ouvriers rend les produits à haute intensité de main d'œuvre plus compétitifs sur les marchés mondiaux, où la concurrence des prix est féroce et l'élasticité de la demande par rapport au prix est relativement élevée. Cette stratégie a été définie comme une voie « paupérisante » vers la compétitivité mondiale. À long terme, elle n'est pas soutenable car elle détériore les termes de l'échange, contrevient aux normes fondamentales du

travail de l'OIT, et peut devenir une source de conflit social et réduire l'attractivité des produits face à des consommateurs de plus en plus soucieux en matière d'éthique.

Implications pour la politique commerciale

Ayant mis en lumière les liens entre le commerce et le genre, ainsi que leurs effets sur le développement, la question qui se pose ensuite est la suivante : que peut-on faire pour s'assurer que les politiques commerciales bénéficient aux femmes, ou du moins ne leur nuisent pas ? Tout d'abord, les décideurs doivent bien comprendre la place qu'occupent les femmes dans l'économie. Deuxièmement, ils doivent évaluer comment les réformes commerciales sont susceptibles d'affecter divers secteurs productifs. Troisièmement, ils devraient utiliser ces informations pour identifier les secteurs cruciaux dans lesquels le commerce est susceptible d'avoir un effet négatif ou positif sur les femmes. La CNUCED développe actuellement une « boîte à outils » pour l'évaluation ex ante des mesures commerciales en matière de genre, en vue d'aider les pays à mener cette tâche à bien.

Tandis que de nombreux pays en développement réorientent leurs stratégies de production et d'exportation vers le secteur des services, l'agriculture reste le secteur qui emploie le plus de femmes dans un grand nombre d'entre eux. Ainsi, les politiques qui visent à rendre l'agriculture plus commerciale et plus orientée sur la technologie et l'exportation ne peuvent ignorer leurs implications pour les femmes. Intéressons-nous de près aux expériences de certains pays.

Le Rwanda se repositionne sur le secteur d'exportation du thé et du café de qualité supérieure. Un tel changement peut avoir des implications à la fois positives et négatives pour les femmes. Du côté positif, il pourrait offrir aux femmes la possibilité de vendre des produits de qualité supérieure directement aux agroindustriels, aux négociants ou aux détaillants des marchés de destination, qui pourraient réorganiser leur chaîne de valeur en dépassant les stéréotypes de genre et en s'intéressant à l'« histoire » des produits qu'ils vendent. Du côté négatif, il pourrait favoriser les agriculteurs axés sur le commerce et avoir un effet d'éviction sur les plus petits agriculteurs, un créneau qui comprend de nombreuses femmes. Mais même les résultats positifs ne se matérialiseront pas automatiquement : il faut mettre à la disposition des femmes l'infrastructure et les réseaux de commercialisation nécessaires pour qu'elles récoltent les fruits de ce changement de politique^②.

Pour sa part, l'Angola promeut le passage d'une production de denrées agricoles à faible valeur ajoutée à celle de denrées à plus grande valeur ajoutée. Pour éviter le risque que les femmes soient marginalisées ou écartées de ce processus, le segment des cultures vivrières intérieures (où se concentrent les femmes) doit aussi devenir plus dynamique et éventuellement plus tourné vers l'exportation. Pour ce faire, il faut renforcer l'accès des femmes aux services de vulgarisation agricole, aux techniques de production et à la formation en gestion des affaires, mais aussi mieux faire appliquer le droit civil sur la propriété foncière.^③ Bien que la Constitution établisse une claire distinction entre le droit civil et le droit coutumier, et déclare que les pratiques coutumières sont acceptées uniquement lorsqu'elles ne vont pas à l'encontre des clauses constitutionnelles, de fait, l'héritage et la propriété foncière sont largement déterminés par les pratiques coutumières qui discriminent les femmes. Le savoir traditionnel des femmes peut aussi compléter les techniques modernes et contribuer à atteindre certains marchés étrangers de niche.

De nombreux pays en développement à revenu moyen se sont appuyés sur des stratégies de croissance tirée par l'exportation qui ont ouvert de vastes débouchés aux femmes dans les secteurs manufacturiers à haute intensité de main d'œuvre, tels que le textile, l'habillement et l'électronique, où les femmes sont supposées détenir des compétences propres à leur genre. La main d'œuvre du secteur de l'habillement au Lesotho est essentiellement féminine. L'expansion de ce secteur peut être attribuée au traitement préférentiel dont jouissent les exportations du Lesotho sur le marché des États-Unis grâce à la Loi sur la croissance et les possibilités économiques de l'Afrique (AGOA). Bien que l'AGOA ait joué un rôle primordial dans le développement du secteur de l'habillement au Lesotho, et que cela ait eu un effet remarquable sur l'emploi des femmes, un changement dans les termes de l'AGOA ou la dilution des préférences en raison d'un traitement

préférentiel octroyé à d'autres pays en développement exportateurs de vêtements mettrait en péril la compétitivité des exportations du Lesotho et menacerait les avancées obtenues en matière d'emploi des femmes. Pour éviter la dépendance par rapport à un seul instrument commercial, la diversification des marchés d'exportation et des produits ainsi que la création d'un pôle du textile semblent des mesures qu'il conviendrait d'envisager⁴.

Le tourisme reste l'une des principales sources de croissance et de devises étrangères dans de nombreux pays en développement, et un secteur qui emploie de nombreuses femmes. De plus, le tourisme a le potentiel d'améliorer les conditions de vie des femmes et des ménages ruraux s'il est lié aux cultures et aux traditions d'un pays. Comme dans de nombreux autres secteurs, les femmes sont confrontées à une ségrégation horizontale et verticale. Tandis que les hommes occupent en général toute une gamme de fonctions, les femmes tendent à être regroupées dans des segments peu qualifiés et mal rémunérés. Une étude sur le secteur du tourisme au Kenya a démontré que les hommes sont plus nombreux que les femmes dans la main d'œuvre et dominant aussi le segment le plus lucratif du marché, à savoir celui des tour-opérateurs. En outre, un plus grand nombre de femmes que d'hommes sont employées comme travailleuses saisonnières, occasionnelles ou à temps partiel. Cette étude a également révélé que les normes culturelles et sociétales, les lourdes responsabilités au foyer, le manque de mobilité et d'éducation suffisante et les obstacles juridiques liés à la propriété foncière sont autant de facteurs qui désavantagent les femmes. Il est donc important de penser au rôle des femmes lorsque l'on ouvre les différents segments de ce secteur. L'ouverture du marché comporte le risque de n'offrir que des possibilités limitées aux femmes si elles n'ont pas accès à l'éducation et aux formations nécessaires ou si cela favorise les grands hôtels et les resorts et laisse de côté les entreprises touristiques de petite taille, qui sont particulièrement importantes dans le contexte africain et offrent des opportunités aux femmes. En conclusion, il est essentiel d'intégrer ces considérations de genre à la politique touristique, de promouvoir l'égalité des sexes dans l'embauche et la formation, et de renforcer les liens entre le secteur du tourisme et les microentreprises et petites entreprises locales.

Un appel à l'action

L'égalité des sexes est un droit humain et la plupart des pays s'y sont engagés, mais s'efforcer de concrétiser cette aspiration fondamentale indépendamment des principales stratégies d'un pays s'est avéré assez inefficace. Assurément, les politiques économiques, et notamment la politique commerciale, sont de puissants instruments qui peuvent être mobilisés afin que ces aspirations d'égalité entre hommes et femmes deviennent réalité. Pour ce faire, elles doivent être coordonnées et convergentes. Les réformes commerciales doivent se fonder sur une compréhension exhaustive de leur impact – sur le pays dans son ensemble mais aussi sur des segments démographiques spécifiques, y compris les hommes et les femmes. Si l'on s'attend à ce que l'ouverture du marché ait des effets nuisibles sur les femmes (ou sur d'autres groupes), il faudra peut-être la retarder ou l'adapter. Dans de nombreux cas, le nouveau climat commercial doit également comprendre des mesures d'accompagnement visant à faciliter l'adaptation ou absorber les chocs. Les politiques commerciales élaborées en tenant compte du bien-être de tous les segments démographiques et complémentées par des mesures correctrices peuvent fortement contribuer à réaffirmer le rôle du commerce en tant qu'outil de développement inclusif et durable et à résister aux mouvements anti-mondialisation.



Simonetta Zarrilli
Cheffe du Programme
Commerce, Genre et
Développement, Conférence des
Nations Unies sur le Commerce
et le Développement (CNUCED).

¹ CNUCED. *Virtual Institute Teaching Material on Trade and Gender. Volume 1: Unfolding the Links*. Nations Unies : New York et Genève, 2014.

² CNUCED. *Who is Benefiting from Trade Liberalisation in Rwanda? A Gender Perspective*. Nations Unies : Genève, 2014.

³ CNUCED. *Who is Benefiting from Trade Liberalisation in Angola? A Gender Perspective*. Nations Unies : Genève, 2013.

⁴ CNUCED. *Who is Benefiting from Trade Liberalisation in Lesotho? A Gender Perspective*. Nations Unies : Genève, 2012.

KENYA

Défis et opportunités dans le secteur de la noix de macadamia au Kenya : une perspective de genre

Jane Maigua, Loise Maina et Charity Ndegwa

Le secteur de la noix de macadamia est prometteur pour l'économie du Kenya, mais en raison de contraintes liées au genre, les hommes et les femmes ne bénéficient pas des mêmes opportunités au sein de la chaîne de valeur. Quelles sont les difficultés que les femmes rencontrent et comment peut-on les surmonter ?

L'économie du Kenya est dominée par l'agriculture, secteur qui en 2015 représentait 26 pourcent du produit intérieur brut du pays, 75 pourcent de la population active et 50 pourcent des recettes d'exportation¹. Le thé et le café restent encore parmi les exportations les plus lucratives du secteur agricole kenyan. Toutefois, les tendances évoluent car de plus en plus de cultivateurs de café se mettent à cultiver ce que l'on appelle désormais le « nouvel or vert »² en raison des bons rendements obtenus par les exploitants : la noix de macadamia. La demande est supérieure à l'offre, la hausse des prix mondiaux des noix décortiquées ayant un impact sur le prix des noix non décortiquées. En 2002, par exemple, les prix sont montés en flèche au Kenya, passant de 0,07 US\$ à 0,23 US\$ le kilo de noix non décortiquées (non transformées) à la sortie de l'exploitation. Les prix ont poursuivi leur forte progression, pour atteindre 1,5 US\$ le kilo en 2017. Bien qu'un nombre croissant d'exploitants aient planté des noyers, la culture de la noix de macadamia reste à un niveau très bas et seuls 100 000 exploitants participent à cette activité. Le potentiel de la culture de la noix de macadamia n'a pas été entièrement exploité et il reste encore d'importants bénéfices à en tirer.

Production et chaîne d'approvisionnement des noix de macadamia

Même si la noix de macadamia est une culture à forte valeur ajoutée qui est très prometteuse, les bénéfices n'arrivent pas toujours jusqu'aux exploitants car la chaîne d'approvisionnement est longue, avec l'intervention de nombreux négociants et sous-agents, chacun prenant une marge sur le prix final. Les cultivateurs qui vendent à la sortie de l'exploitation, pour la plupart des femmes, tendent à être désavantagés sur les prix. Ceux qui livrent aux usines ou aux centres d'achat tendent à dégager un meilleur bénéfice. Dans la culture des noix de macadamia par de petits exploitants, les tâches et les rôles ne sont pas partagés également au sein des ménages. Les femmes sont surtout chargées de planter les arbres, de récolter les noix avec l'aide de leurs enfants, et de décortiquer la coque verte qui recouvre l'amande, principalement à la main ou avec des outils rudimentaires. C'est une illustration de la place habituelle des femmes dans les activités agricoles, car elles sont chargées des tâches à haute intensité de main d'œuvre. Dans certains cas, les transformateurs mettent des décortiqueuses à disposition des ménages, et dans ces cas, ce sont les hommes qui tendent à assurer le décorticage, étant en général intrigués et attirés par l'efficacité supplémentaire du processus.

Commercialisation des noix

Dans la commercialisation de ce produit, les hommes dominent la chaîne de distribution. Ils transportent les produits vers les centres d'achat, généralement à bicyclette, en charrette ou à moto et sont payés pour la quantité apportée après vérification de la qualité et du poids des noix. Les femmes ne sont généralement pas impliquées dans le transport des noix jusqu'aux centres d'achat, tâche considérée comme ardue, et il n'est pas d'usage que l'homme rapporte la recette et la partage avec sa femme. Dans ce contexte, de nombreuses femmes indiquent qu'elles sont heureuses de travailler sur les noyers de macadamia car ils exigent un travail moins pénible que d'autres cultures telles que le café ou le thé, mais le plus souvent, elles ne sont pas réellement en mesure de récolter les fruits de leur dur labeur.

Parmi les raisons expliquant qu'elles ne participent pas aux tâches de commercialisation, les femmes citent le fait qu'elles devraient conduire une moto, compétence qu'elles n'ont pas forcément ou qui peut être tabou, ou bien un camion. Elles devraient se déplacer sur de longues distances et surveiller le bon déroulement du processus d'achat avec un œil aguerrí, les noix étant des produits de grande valeur. Étant retenues par d'autres tâches ménagères, elles ne peuvent pas se charger d'assurer les tâches de commercialisation qui les éloignerait de leur foyer. Certains maris les décourageront littéralement de le faire, ce qui sera encore renforcé par la culture. Les agents qui achètent les noix sont généralement des hommes et ils exploitent souvent les femmes, achetant à bas prix et se servant de poids falsifiés. Les femmes agents prenant en charge le groupage des noix sont très peu nombreuses, surtout parce que le volume de capitaux nécessaires est très élevé pour la plupart des femmes et elles ont des difficultés à accéder aux capitaux en comparaison avec leurs homologues masculins.

Conditions d'emploi dans les entreprises

Il existe au Kenya 23 entreprises de transformation de noix de macadamia détentrices d'une licence, principalement détenues et dirigées par des hommes. Ces transformateurs représentent une capacité combinée de 180 000 tonnes par an et emploient environ 13 850 personnes dans le séchage, le concassage, le triage et le calibrage. C'est dans cet espace fortement dominé par les hommes et très compétitif que nous, trois entrepreneuses sociales kényanes, avons décidé de fonder la première entreprise de transformation de noix de macadamia détenue uniquement par des femmes. Nous racontons ici les défis que nous avons dû relever pour créer une entreprise qui a le potentiel de créer 60 emplois directs et décents et de faire vivre des dizaines de milliers d'agriculteurs. Ce qui distingue notre entreprise sociale, c'est le fait qu'elle repose sur le principe de la promotion de l'autonomie économique des femmes dans la chaîne de valeur et que la direction s'engage à démontrer qu'il est possible d'offrir des chances et des avantages équitables aux femmes, aussi bien dans l'entreprise que tout au long de la chaîne de valeur.

D'après nos propres évaluations et nos interactions avec les entreprises de transformation des noix de macadamia, il ressort que bien que ces usines emploient généralement un grand nombre de femmes, celles-ci sont normalement recrutées pour des emplois peu rémunérés, surtout pour le triage et le nettoyage. Dans les usines, les hommes sont surtout employés aux postes de gestion et d'encadrement, et par conséquent, les femmes sont toujours celles qui gagnent le moins. De par la nature de ces emplois et l'intensité des exigences de production pendant les deux plus hautes saisons, les employés doivent travailler longtemps et parfois tard la nuit ou très tôt le matin. Lorsque l'usine est ouverte 24 heures sur 24, certains travaillent dans les équipes de nuit. Ceci pèse lourdement sur les femmes, qui doivent s'occuper d'autres travaux domestiques. Et puisque les femmes sont surtout employées comme travailleuses temporaires, payées seulement pour leur rendement quotidien, cela signifie qu'elles n'ont même pas les moyens d'avoir des pauses correctes car elles s'efforcent de rattraper le temps qu'elles consacrent aux tâches domestiques. Le rôle reproductif des femmes est souvent considéré comme une ingérence par rapport à leur rôle productif, comme lorsqu'elles prennent un congé maternité et que leurs revenus baissent considérablement car elles ne participent plus à la production. Elles reviennent souvent avant que leur bébé ne soit sevré car elles ont besoin d'un salaire.

Très peu d'entreprises ont ouvert des garderies et des salles d'allaitement, mais là où elles existent, les femmes sont plus productives et plus heureuses car elles peuvent surveiller leurs enfants tout en restant au plus près d'eux. Certaines sociétés organisent aussi le transport des trieuses depuis l'usine, surtout quand elles travaillent tard le soir ; c'est un plus pour leur sécurité et leurs maris se sentent plus à l'aise par rapport au fait qu'elles travaillent. Le paiement des salaires du personnel sur des comptes bancaires, et non en liquide, a facilité la gestion financière et donné aux femmes le contrôle direct de leur salaire. Quand les femmes sont payées en liquide, elles peuvent être tentées de trop dépenser ou simplement de remettre l'argent à leur mari. Notre société, Nawiri Nuts Ltd, s'est engagée à s'attaquer aux nombreuses problématiques évoquées ci-dessus.

Défis dans le secteur de la noix de macadamia

Accès au financement

Une grande difficulté rencontrée par les transformateurs et les différents agents économiques est l'accès au financement. La création d'une usine de transformation exige des fonds importants, les technologies de transformation étant onéreuses et le coût des matières premières également élevé. Le capital de démarrage est donc si conséquent qu'il exige un financement officiel. Néanmoins, ceci constitue un obstacle significatif, particulièrement pour les femmes, car les exigences sont difficiles à satisfaire. Par exemple, les financiers exigent une garantie sous forme de propriété, et dans de nombreux cas, les femmes ne sont pas propriétaires, ce qui les élimine.

La nature saisonnière des cultures

Le long de la chaîne de valeur, la nature saisonnière de la récolte et les quantités insuffisantes de noix non traitées face à la demande représentent un enjeu qui entraîne une concurrence féroce parmi les transformateurs. Une aide est nécessaire pour l'expansion de la production de noix, notamment en soutenant un accroissement de la disponibilité de semis bon marché. Les semis peuvent être greffés par des groupes de femmes avec l'aide des transformateurs, ce qui procure aussi aux femmes des revenus alternatifs pour couvrir la basse saison entre les récoltes de noix.

Négociants sans scrupule

Au Kenya, l'exportation de noix non traitées a été interdite en 2009 au titre de la loi *Agriculture, Fisheries and Food Authority Act* (No. 13, 2013). Toutefois, certains négociants sans scrupule continuent de vendre des noix non traitées à des pays comme la Chine, ce qui complique encore davantage un approvisionnement en matière première déjà compétitif. Il existe également des cartels parmi les plus anciens transformateurs, qui ne veulent pas voir de nouveaux venus s'installer et s'efforcent de créer un climat hostile pour ces derniers.

Intégrer la question du genre dans la chaîne de valeur des noix de macadamia

Il est nécessaire de réglementer et de resserrer encore les mécanismes de surveillance pour veiller au respect des lois telles que celle sur l'interdiction d'exporter des noix non transformées. Les agriculteurs, et particulièrement les femmes, peuvent être encouragés à se joindre aux associations de producteurs de noix de macadamia. Les négociants et autres agents économiques du secteur doivent aussi appartenir à des associations sectorielles, détenir des licences sur cette base, et leur licence d'approvisionnement doivent être basées sur des contrats spécifiques avec les transformateurs locaux.

Les entreprises de transformation devraient être encouragées à réviser leurs politiques pour veiller à promouvoir l'équité sur les lieux de travail et à intégrer certains aspects de genre qui garantiront de meilleures conditions de travail et un travail décent pour les femmes et les hommes. La direction et le personnel peuvent être sensibilisés et éduqués sur les politiques et les pratiques d'inclusion des questions de genre et leur impact sur les objectifs de l'entreprise. Par exemple, la mise à disposition d'une garderie renforcerait la productivité des mères allaitantes.

Les politiques doivent faciliter l'accès aux financements bancaires et formels pour les femmes et les hommes qui entreprennent dans le secteur agricole. Les financiers doivent créer des produits adaptés au secteur de la noix de macadamia, qui est un secteur à forte circulation d'argent liquide, les agriculteurs étant réglés sur place en liquide pour leurs produits. Des produits innovants, adaptés au capital de démarrage et au fonds de roulement nécessaires, et surtout accessibles aux femmes comme aux hommes, doivent être développés.

Jane Maigua

Directrice générale, Nawiri Nuts Kenya Ltd

Loise Maina

Directrice des relations extérieures, Nawiri Nuts Kenya Ltd

Charity Ndegwa

Directrice du marketing, Nawiri Nuts Kenya Ltd

① Deloitte, *Kenya Economic Outlook 2017: Joining the Dots*. 2017.

② James Wanzala, "To Export or Not to Export? Why Question Has Plagued Macadamia Trade for Years," *Financial Standard*, 30 août 2016.

CHAINES DE VALEUR MONDIALES

La dimension du genre dans les chaînes de valeur mondiales

Penny Bamber et Cornelia Staritz

Les décideurs se tournent de plus en plus vers l'intégration et la progression au sein des chaînes de valeur mondiales (CVM) comme moteur de développement. Comment peuvent-ils s'assurer que les hommes mais aussi les femmes puissent y accéder et en bénéficier ?

Représentez-vous ce qui suit : un groupe de jeunes femmes, toutes revêtues du même uniforme « tendance », sortent du gratte-ciel où elles travaillent pour rentrer chez elles. Ces femmes sont de la première génération de diplômées universitaires qui ont décroché leur premier emploi dans le secteur en pleine expansion des centres d'appel aux Philippines. Dans un pays où le PIB par habitant est inférieur à 3.000 US\$ et où nombreux sont ceux qui ont des difficultés à gagner leur vie ou qui simplement s'expatrient pour chercher un emploi, l'émergence du pays comme l'un des chefs de file des prestataires de services offshore a ouvert des débouchés appréciés.

Des récits similaires ont fréquemment été évoqués pour souligner combien la globalisation avait engendré d'importants changements et ouvert des débouchés aux femmes du monde en développement. Parmi les exemples souvent repris, on retrouve la manière dont le développement des exportations de fruits frais et de légumes prêts à consommer en Afrique de l'Est, ou celui des vêtements en Asie et dans certains pays africains, s'est accompagné d'une multiplication des emplois ouverts aux jeunes femmes, leur première expérience de travail rémunéré. Les décideurs se tournent de plus en plus vers l'intégration et la progression au sein des chaînes de valeur mondiales (CVM) comme moteur de développement, notamment en termes de création d'emploi et de hausse des salaires.

Mais en même temps, les conditions de travail parfois abominables dans de nombreux secteurs d'exportation, tels que celles qui ont mené à la tragédie de Rana Plaza, nous rappellent brutalement que ce n'est pas toujours le cas. Pour les décideurs, la question essentielle est alors la suivante : comment et dans quelles conditions la participation aux CVM peut-elle soutenir l'économie et le développement social ainsi que l'égalité des sexes ?

Les chaînes de valeur mondiales sous l'angle du genre

Pour bien comprendre comment les CVM peuvent contribuer aux objectifs de développement durable, il est essentiel d'examiner ces dernières sous l'angle du genre. L'accès aux CVM et les avantages obtenus en participant à ces dernières sont étroitement liés à des questions relatives au genre. Ci-dessous, nous mettons en lumière les cinq principaux enseignements pouvant être tirés de l'analyse des CVM dans divers secteurs.

Premièrement, participer aux CVM a généralement un effet positif sur l'emploi, et plus particulièrement sur l'emploi féminin, étape importante sur la voie de l'indépendance économique. Tout comme les centres d'appel offrent aux jeunes diplômées la possibilité de travailler dans une activité internationale, les usines de fabrication de vêtements procurent aux femmes des emplois dans la production industrielle, et l'expansion du commerce des fruits et légumes ouvre des emplois aux femmes dans l'emballage. En fait, une moyenne de 60 à 80 pourcent des ouvriers du secteur de l'habillement sont des femmes, tandis que dans l'horticulture, 70 à 80 pourcent des postes d'emballage sont occupés par des femmes. Dès 2000, une grande proportion de la main d'œuvre majoritairement féminine des usines d'emballage au Kenya et au Sénégal était aussi constituée de personnes dont c'était le premier emploi.

Deuxièmement, le caractère genré de la répartition du travail dans l'économie se perpétue au sein des CVM au lieu d'être corrigé. Pour mettre en évidence les fonctions et les rôles

60-80%

Une moyenne de 60 à 80 pourcent des ouvriers du secteur de l'habillement sont des femmes, tandis que dans l'horticulture, 70 à 80 pourcent des postes d'emballage sont occupés par des femmes.

des femmes et des hommes dans les CVM, ainsi que les bénéfiques, les opportunités, mais également les contraintes qui leur sont propres, il faut tenir compte du genre dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques. La plupart des emplois créés au sein des CVM ne remettent pas en cause la ségrégation professionnelle en fonction du genre et les stéréotypes qui l'accompagne, mais s'appuient sur ces structures genrées et en font usage. Il semble que cela soit profondément ancré dans des représentations de nature sociale et dans la perception que l'on a d'un travail considéré comme acceptable pour les hommes et pour les femmes. Par exemple, on donnera en général la préférence à des hommes pour des postes qui exigent de la force physique, un savoir-faire technique et des compétences de gestion et d'encadrement, tandis que les femmes seront choisies pour des postes qui exigent de la finesse, de l'attention aux détails, des aptitudes relationnelles et de la sollicitude. Dans le secteur du safari en Afrique de l'Est et du Sud, par exemple, le rôle primordial du « guide-chauffeur » (payé plus de 100 US\$ par jour) est réservé aux hommes, les femmes étant reléguées aux emplois de femmes de ménage, à la restauration ou aux postes administratifs. Comme l'a noté une étude : « Les femmes sont l'antithèse de l'image que l'on se fait du guide-chauffeur »¹.

Les inégalités salariales entre hommes et femmes constituent une importante problématique dans les chaînes de valeur également.

Troisièmement, les inégalités salariales entre hommes et femmes constituent une importante problématique dans les CVM également. Souvent, les emplois à forte concentration féminine sont perçus comme peu qualifiés et sont rémunérés comme tels. Ceci est lié aux représentations genrées de ce que l'on perçoit comme qualifié ou non qualifié. Bien que cela soit dû en partie au fait que les femmes se concentrent dans les activités moins valorisées, de nombreux exemples montrent également que pour le même travail, les femmes sont moins bien rémunérées que les hommes. Dans le secteur du cacao en Inde, par exemple, les femmes sont moins bien payées que les hommes pour le même travail. Dans le secteur de l'habillement, diverses fonctions au sein du secteur peuvent être rémunérées à des tarifs différents, comme par exemple au Bangladesh, où les tricoteurs reçoivent des salaires supérieurs à ceux des tisserands, les hommes étant concentrés dans le premier groupe.

Quatrièmement, exercer des activités dans des secteurs tournés vers l'international exige des entreprises et des employés qu'ils aient accès à de nombreuses ressources afin de pouvoir satisfaire les normes exigeantes des marchés d'exportation. Citons l'accès au crédit, à la terre, à l'éducation, aux compétences et aux infrastructures, entre autres. L'accès à ces ressources est donc déterminant pour la participation des hommes et des femmes aux différentes activités d'un secteur quelconque. En conséquence, les femmes en tant que groupe rencontrent les mêmes difficultés (aggravées par leur genre) à participer aux chaînes de valeur mondiales et à obtenir de meilleurs emplois. Ces difficultés sont liées à un accès inégal aux ressources productives, à la formation et à l'acquisition de compétences, aux réseaux et à l'information, mais aussi au fait d'avoir plus de contraintes de temps que leurs homologues masculins en raison des responsabilités liées au travail reproductif. Par exemple, dans le secteur manufacturier asiatique, plus les exportations se sont complexifiées technologiquement, plus la proportion des femmes par rapport aux hommes a baissé. De même, au Kenya, les entreprises de safari appartenant à des femmes sont encore rares, car les femmes sont souvent exclues des réseaux de vente dominés par les hommes. Même constatation en Égypte dans le secteur des services offshore, où les hommes dominent aux postes relatifs aux technologies de l'information, mieux rémunérés, tandis que les femmes se concentrent surtout dans les emplois des centres d'appel.

Pour finir, il ne s'agit pas d'une relation unilatérale par laquelle la participation économique affecte les conditions sociales dans lesquelles les hommes et les femmes travaillent. Les

inégalités entre les genres peuvent également promouvoir ou entraver la compétitivité. Les bas salaires et la flexibilité de l'emploi d'ouvriers majoritairement de sexe féminin contribuent à réduire les coûts assumés par les employeurs, ce qui leur permet d'offrir des produits à des prix compétitifs et de qualité supérieure. Mais il se peut que ces gains à court terme aillent en fait à l'encontre d'une progression à long terme. Les contraintes subies par les femmes, soulignées ci-dessus, peuvent miner la compétitivité d'un pays voulant participer aux chaînes de valeur mondiale. Dans les petites économies comme celle du Costa Rica, les femmes représentent une part considérable de la main d'œuvre des services offshore du pays ; sans l'éducation et la participation de ces femmes, le pays tenterait de se faire un place dans un secteur fortement compétitif avec seulement la moitié de la main d'œuvre disponible. De même, dans le secteur agricole, restreindre l'accès des femmes à la terre et aux capitaux peut empêcher d'obtenir des rendements plus élevés et des produits de grande qualité. Au Sénégal au début des années 2000, dans le secteur des haricots verts, particulièrement porteur en termes d'exportation, moins d'un pourcent des exploitants sous contrat étaient des femmes, car les femmes n'avaient pas accès à la terre et aux ressources. Les exportateurs du Honduras ont toutefois découvert, après avoir ouvert aux femmes des programmes d'accès à la propriété, que leur taux de remboursement de crédits était pratiquement de 100 pourcent, tandis que la qualité de leur production était supérieure à celle de leurs homologues masculins.

Les politiques publiques doivent tenir compte des questions de genre

Les politiques doivent veiller à ce que le commerce serve à faciliter le développement durable en maximisant les bénéfices tirés de la participation aux CVM, en garantissant l'égalité d'accès à ces bénéfices pour les hommes et les femmes et en créant un environnement inclusif et sensible au genre par la réduction de la ségrégation professionnelle entre hommes et femmes et des contraintes relatives au genre.

Surtout, les interventions politiques relatives au commerce, à l'industrie, à la promotion des exportations et aux CVM doivent prendre en compte les questions de genre, afin que les politiques soient plus efficaces dans leur rôle de moteurs d'un développement durable et fondé sur l'égalité des sexes. Sinon, les gains de développement tirés de l'intégration aux CVM et la contribution de cette intégration aux objectifs de développement durable pourraient bien ne pas atteindre leur plein potentiel. Les politiques publiques doivent s'attaquer aux problématiques suivantes pour veiller à ce que hommes et femmes puissent accéder aux CVM, améliorer leurs situations professionnelles et tirer parti de la progression au sein de ces chaînes de valeur :

Premièrement, une analyse des CVM sous l'angle du genre est primordiale et doit constituer le fondement des interventions de politique publique. Une telle analyse permet de mieux comprendre les rôles des hommes et des femmes dans ces chaînes, de voir comment l'accès à certaines activités et l'exclusion de celles-ci diffèrent en fonction du genre, et de mieux saisir les contraintes relatives au genre et les opportunités au sein des CVM. Les politiques ne tenant pas compte de ces différences relatives au genre pourraient s'attaquer aux mauvaises problématiques et cibler les mauvais acteurs.

Deuxièmement, la modernisation économique doit être soutenue en tenant compte de la ségrégation et des contraintes liées au genre. La modernisation économique est essentielle au développement à long terme et garantit aussi un emploi durable et de qualité, ainsi qu'un meilleur pouvoir de négociation pour les fournisseurs. Pour veiller à ce que la modernisation économique s'accompagne de résultats positifs pour les femmes, une double stratégie politique doit être employée : améliorer dans un premier temps les conditions des femmes dans les activités professionnelles et sectorielles dans lesquelles elles sont déjà concentrées, puis ouvrir aux femmes de nouveaux débouchés allant au-delà des rôles traditionnels et des stéréotypes.

Troisièmement, la qualité et la nature du travail féminin doivent être améliorées dans le cadre d'un processus de progrès social. Étant donné que les femmes forment la majorité des travailleurs et des producteurs dans les segments à haute intensité de main d'œuvre des CVM, notamment dans les pays à faible revenu, l'obtention de droits sociaux et du

travail est essentielle. Ces initiatives de progrès social devraient notamment inclure l'application des normes fondamentales du travail, la non-discrimination et l'égalité des salaires, des conditions de travail, des chances de mobilité professionnelle et des perspectives d'emploi pour les hommes et les femmes.

Quatrièmement, il faut tirer parti des mesures pouvant être adoptées par tous les acteurs des CVM, y compris les pouvoirs publics, les entreprises pilotes (*lead firms*), les associations professionnelles, les syndicats et les ONG. En particulier, les entreprises pilotes peuvent jouer un rôle pivot car leurs politiques de production et d'approvisionnement peuvent renforcer les problèmes en matière de genre. Ces entreprises peuvent encourager le changement en tenant compte du genre dans leurs politiques d'emploi, de formation, d'approvisionnement et de responsabilité sociale des entreprises, et aider leurs fournisseurs à adopter des politiques sensibles au genre.

Il faut améliorer l'accès des femmes à l'information, aux réseaux, aux formations, aux financements et aux ressources productives, ainsi que réduire le fardeau du travail reproductif.

Cinquièmement, les politiques liées au commerce doivent intégrer la dimension du genre. Utiliser les interventions commerciales multilatérales, comme par exemple l'aide pour le commerce, pourrait s'avérer très efficace pour aider les pays à intégrer les problématiques de genre dans le domaine du commerce par le biais du partage d'information, du renforcement des capacités, et en ciblant les programmes d'aide sur des secteurs où les femmes sont concentrées et/ou elles sont confrontées à des difficultés particulières.

Sixièmement, les politiques complémentaires destinées à surmonter la ségrégation et les contraintes liées au genre inscrites dans les lois ou découlant de certaines normes sociales doivent être en ligne avec les politiques liées au commerce. Surtout, il faut améliorer l'accès des femmes à l'information, aux réseaux, aux formations, aux financements et aux ressources productives, ainsi que réduire le fardeau du travail reproductif.

Bien qu'il n'y ait pas d'approche universelle, allier la modernisation économique, le progrès social, et l'égalité des sexes exige souvent la collaboration de multiples parties prenantes entre les acteurs des pouvoirs publics, du secteur privé et de la société civile pour s'assurer que la compétitivité, la création de valeur ajoutée, les droits au travail et l'égalité des sexes ne soient pas considérés comme mutuellement exclusifs, mais plutôt comme des objectifs qui se renforcent les uns les autres. Cela est nécessaire pour que l'intégration aux chaînes de valeurs mondiales conduise à la modernisation et au développement durable.

Cet article est basé sur une étude publiée par ICTSD.

① Christian, Michelle. « Kenya's Tourist Industry and Global Production Networks: Gender, Race, and Inequality. » *Global Networks* 16, no. 1 (2015).



Penny Bamber
Chercheuse, Centre sur la mondialisation, la gouvernance et la compétitivité, Duke University



Cornelia Staritz
Chercheuse, Fondation autrichienne pour la recherche sur le développement (ÖFSE)

BIENS INDUSTRIELS

Examiner les liens entre commerce et parité des sexes : le cas de l'industrie manufacturière dans les pays du COMESA

Nursel Aydiner Avsar et Mariangela Linoci

Dans quelle mesure la création de zones franches d'exportation (ZFE) dans les pays du COMESA affecte-t-elle les femmes ? Quel est l'impact des changements de tarifs douaniers sur l'emploi des femmes dans le secteur manufacturier ?

Le marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) a été créé en 1994 pour remplacer l'ancienne Zone d'échanges préférentiels pour l'Afrique orientale et australe mise en place en 1981^①. Le COMESA constitue aujourd'hui la plus grande zone de libre-échange en activité en Afrique, et 16 de ses membres sont progressivement passés au régime de libre-échange mis en place en 2000, qui prévoit un accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent pour les produits originaires du COMESA. Comme évoqué dans l'article de Simonetta Zarrilli dans ce numéro, les politiques commerciales ne sont pas neutres du point de vue du genre et leurs retombées distributionnelles peuvent varier selon le rôle économique des femmes et des hommes en tant que travailleurs, producteurs et consommateurs.

Le secteur manufacturier est susceptible de jouer un rôle significatif dans le passage à des activités à plus forte valeur ajoutée, dans le développement des exportations et dans la modernisation technologique des économies. La libéralisation des échanges de produits manufacturés a souvent des répercussions importantes du point de vue du genre, notamment en ce qui concerne le travail des femmes. Dans de nombreux pays en développement, le pourcentage de femmes dans la population active a en effet augmenté à la suite du développement d'activités de production à forte intensité de main d'œuvre dans le cadre des politiques de libéralisation des échanges, un phénomène qui porte le nom de « féminisation » de la main d'œuvre^②.

Le passage plus récent d'une production à forte intensité de main d'œuvre à une production à forte intensité de capital dans le secteur manufacturier, accompagné d'une augmentation des niveaux de salaire, a commencé à attirer une main d'œuvre plus masculine vers les activités manufacturières, contribuant ainsi à une réduction de la part des emplois féminins, un phénomène qui porte le nom de « processus de déféminisation »^③. Cependant, comme nous l'expliquons plus bas, l'impact de la libéralisation des échanges sur l'emploi des femmes dépend en grande partie du contexte et des spécificités de chaque pays. Cet article évoque d'abord les relatives à l'emploi au sein des zones franches d'exportation (ZFE) qui existent dans le secteur manufacturier de certains pays du COMESA du point de vue du genre, et décrit ensuite les effets plus larges de l'intégration commerciale sur l'emploi des femmes au sein du secteur manufacturier de la région du COMESA.

Emploi, salaires et conditions de travail dans les ZFE : exemples au sein du COMESA

Depuis les années 60, les ZFE ont joué un rôle déterminant dans l'amélioration de la compétitivité à l'exportation de nombreux pays en développement, grâce à des mesures incitatives particulières qui offrent un cadre de fonctionnement concurrentiel aux entreprises. L'industrialisation tournée vers l'exportation peut avoir d'importantes retombées relatives au genre, car les opportunités d'emploi offertes aux femmes sont très souvent liées au développement de la production destinée à l'exportation. Les femmes représentent ainsi la majorité des effectifs employés dans les ZFE des pays en développement, allant de 50 pourcent à 90 pourcent dans certains cas.

Les ZFE ont largement contribué à offrir des emplois formels et une source de revenus stable à des femmes qui occupaient auparavant des emplois informels ou étaient exclues du marché du travail. L'amélioration de la situation économique des femmes et l'indépendance financière ainsi acquise ont certainement eu des effets positifs sur leur émancipation, leur pouvoir de négociation dans le ménage et la société dans son ensemble. Les emplois au sein des ZFE se sont toutefois avérés à double tranchant pour les femmes : même lorsque les normes fondamentales du travail sont respectées, les conditions de travail dans les usines des ZFE peuvent être difficiles, notamment pour les femmes qui occupent souvent les emplois les plus précaires.

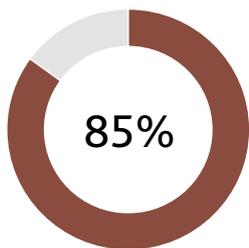
Sur le plan professionnel, les femmes ont tendance à être concentrées dans les emplois non qualifiés et mal payés. Par exemple, dans les segments du conditionnement, de la couture ou de la découpe, les femmes représentent une grande majorité de la main d'œuvre (jusqu'à 90 pourcent dans certains pays d'Afrique subsaharienne). La ségrégation professionnelle en fonction du genre, qui cantonne généralement les femmes aux activités non qualifiées à forte intensité de main d'œuvre, limite leurs possibilités de développement des compétences et d'avancement professionnel. En outre, les salaires au sein des ZFE sont souvent peu élevés et couvrent à peine les dépenses minimales de la vie quotidienne, telles que le logement et la nourriture, et ne permettent donc pas aux travailleuses de se constituer une épargne ou d'améliorer leurs conditions de vie.

Les zones franches d'exportation ont largement contribué à offrir des emplois formels et une source de revenu stable à des femmes qui occupaient auparavant des emplois informels ou étaient exclues du marché du travail.

Au sein du COMESA, sept pays ont créé des ZFE, dans le domaine principalement du textile et de l'habillement : l'Égypte, le Kenya, Madagascar, le Malawi, Maurice, la Namibie et le Zimbabwe. Les statistiques de l'emploi des femmes dans les ZFE des pays du COMESA confirment la tendance des ZFE à employer plus de femmes que d'hommes, entraînant une « féminisation » de la main d'œuvre. À Maurice par exemple, le nombre de femmes employées dans les activités manufacturières est passé de 18 400 à 61 200 entre 1983 et 2001, en raison principalement de la création de nouveaux emplois dans les ZFE. Le travail des femmes dans les usines textiles est ainsi considéré comme un aspect crucial du « succès » économique de Maurice. De la même manière, le nombre de femmes employées dans le secteur manufacturier du Kenya a augmenté de 76 pourcent sur la période 1990-2000. En 2006, 60 pourcent de la main d'œuvre dans les ZFE kenyanes était féminine. Madagascar a connu une croissance remarquable de près de 150 000 emplois dans le secteur de la confection entre 1997 et 2003, dont plus de 80 pourcent occupés par des femmes⁴.

En ce qui concerne la tendance récente de « déféminisation » du travail, les statistiques existantes sont insuffisantes pour en confirmer l'existence dans la région du COMESA. Les quelques chiffres disponibles montrent toutefois que depuis le début des années 2000, l'emploi féminin a effectivement reculé dans le secteur manufacturier national de certains pays du COMESA. Les économies des pays africains à faible revenu qui sont fortement tributaires des exportations textiles ont également été touchées par la fin de l'Accord multifibres (AMF) en 2005, qui les protégeait jusque-là de fournisseurs asiatiques plus compétitifs. Des pays comme Madagascar ou Maurice ont connu une baisse en valeur absolue de leurs exportations de textiles et de vêtements, avec des répercussions particulièrement importantes sur l'emploi féminin.

En matière de salaires, l'impact des ZFE sur les revenus des femmes n'est pas toujours bien net, et dépend généralement des caractéristiques de chaque pays en termes de



Au Kenya, 85 pourcent de la main d'œuvre féminine travaille sur la base de contrats à court terme.

marché de l'emploi, de structures économiques et de spécificités des ZFE. Une étude réalisée à Madagascar sur la période 1995-2001 a par exemple montré qu'il n'y avait pas de différence significative entre hommes et femmes en termes de salaire horaire, à la différence d'autres secteurs de l'économie dans lesquels les hommes gagnaient plus que les femmes. Les salaires au sein des ZFE malgaches étaient en moyenne inférieurs à ceux du secteur public ou des entreprises ne faisant pas partie de la ZFE, mais restaient supérieurs à ceux des emplois du secteur informel, laissant à penser que les emplois formels des ZFE offraient des possibilités d'amélioration des conditions salariales par rapport aux emplois informels. De plus, le transfert de la main d'œuvre féminine vers des emplois formels au sein des ZFE a également fait monter les salaires dans le secteur informel, ce qui a indirectement bénéficié à la main d'œuvre féminine du secteur informel. On peut globalement affirmer que le développement des opportunités d'emploi au sein des zones franches a conduit à une plus grande parité salariale entre les sexes à Antananarivo sur la période étudiée⁵.

Pour ce qui est des conditions de travail dans les zones franches, malgré les nouvelles opportunités d'emploi formel offertes aux femmes, la qualité de ces emplois est fréquemment discutée. À Madagascar, par exemple, bien que le développement du secteur textile ait permis l'embauche d'hommes et de femmes ayant les mêmes qualifications, on observe une concentration des femmes dans les segments inférieurs de la production textile, avec des salaires plus bas et des emplois moins qualifiés. La mise en place des ZFE s'accompagne en outre souvent d'une application limitée de la législation nationale du travail ou d'une interdiction des négociations collectives et de la liberté d'association. Les heures supplémentaires sont la norme et les salariés des ZFE ont souvent des horaires de travail plus lourds que ceux du secteur public ou du reste du secteur privé, ce qui a bien entendu des conséquences importantes pour le fardeau des femmes en termes de responsabilités familiales.

Les taux de rotation de l'emploi y sont également souvent élevés, ce qui soulève la question de la qualité des emplois. À Madagascar, par exemple, on estime que le taux de rotation annuel des salariés des ZFE est d'un cinquième environ, alors qu'il n'est que d'un sur dix dans le reste du secteur privé. Une autre critique souvent formulées concerne la précarité de l'emploi et l'absence d'opportunités d'emploi à long terme au sein des ZFE. Au Kenya, 85 pourcent de la main d'œuvre féminine travaille sur la base de contrats à court terme, tandis que dans les ZFE malgaches, les femmes ont moins de chances d'être promues que les hommes à niveau de qualification équivalent⁶.

Dans l'ensemble, les ZFE semblent avoir joué un rôle déterminant dans l'intégration des femmes au secteur formel des économies du COMESA, et ont contribué, dans certains cas, à réduire les disparités salariales entre hommes et femmes. Les données confirment toutefois que les conditions de travail n'y sont pas toujours favorables aux femmes, et alourdissent même probablement leur charge de travail, comme cela a pu être observé dans les ZFE d'autres pays en développement.

Le lien entre commerce et emploi des femmes

La CNUCED a analysé l'impact de la politique commerciale sur l'emploi des femmes dans le secteur manufacturier des pays du COMESA⁷. Cette étude évalue plus spécifiquement l'impact des modifications des tarifs douaniers sur le ratio d'emploi entre hommes et femmes dans le secteur manufacturier, sur la base de données au niveau des entreprises provenant de cinq pays du COMESA : la République démocratique du Congo, l'Égypte, le Kenya, l'Ouganda et la Zambie. Cette recherche s'intéresse aux tarifs rencontrés sur le marché de l'Union européenne (UE) et des États membres de la future Zone de libre-échange tripartite (ZLET), qui est en cours de négociation entre les pays membres du COMESA, la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Les conclusions de l'étude offre un éclairage quant à l'incidence potentielle de ces futurs accords commerciaux avec l'UE (les Accords de partenariat économique, ou APE), d'une part, ainsi qu'avec la CAE et la SADC (la ZLET), d'autre part.

Les résultats obtenus montrent que la réduction des droits de douane imposés aux exportateurs du COMESA à l'entrée du marché de l'UE et des marchés de la future ZLET devrait avoir un impact négatif sur l'emploi des femmes dans les tâches de production⁸. Plus spécifiquement, il est estimé qu'une réduction d'un pourcent des droits imposés sur les marchés de destination, que ce soit dans le cadre des APE ou de la ZLET, se traduira par une réduction de cinq pourcent du ratio d'emploi des femmes par rapport aux hommes dans les entreprises exportatrices. Ces chiffres montrent que libéraliser davantage les échanges entre les pays du COMESA et l'UE ou les États membres de la ZLET pourrait favoriser le développement d'activités de production à forte intensité de main d'œuvre masculine pour l'exportation, au détriment des femmes, contribuant ainsi à la déféminisation de la main d'œuvre dans les tâches de production du secteur manufacturier. Il est également possible que la modernisation technologique réduise les possibilités d'emplois dans la production, où les femmes constituent le segment le plus vulnérable.

En revanche, la réduction des droits de douane imposés sur les marchés de l'UE et des États membres de la ZLET devrait avoir un impact positif sur l'emploi féminin dans les tâches hors production⁹. Il est ainsi estimé qu'une réduction d'un pourcent des droits de douane imposés sur les marchés de destination se traduira par une augmentation de 3,4 pourcent du ratio femmes/hommes dans les tâches hors production. Les conséquences de la modernisation technologique sur les besoins en aptitudes physiques par rapport aux aptitudes cognitives semblent également se manifester dans les pays du COMESA. Cette modernisation technologique devrait bénéficier aux femmes employées dans les tâches hors production en réduisant le besoin relatif en aptitudes physiques. Il semble que la réduction des droits de douane moyens imposés sur les produits importés dans les pays du COMESA n'aura qu'un effet marginal sur le ratio d'emploi des femmes par rapport aux hommes, qu'il s'agisse des tâches de production ou des tâches hors production.

En Zambie, par exemple, pays pour lequel les droits de douane moyens imposés sur le marché européen sont de 4 pourcent, la signature et la mise en œuvre de l'APE devraient se traduire par une réduction de 20 pourcent du ratio femmes/hommes dans les tâches de production des entreprises exportatrices du secteur manufacturier. L'APE devrait toutefois bénéficier davantage aux femmes employées dans les tâches hors production, en améliorant de 13 pourcent le ratio d'emploi des femmes par rapport aux hommes. Il semble que globalement, l'APE et la ZLET entraîneront probablement un processus de féminisation des tâches hors production et de déféminisation des tâches de production dans le secteur manufacturier des pays du COMESA étudiés.

Les politiques commerciales peuvent favoriser l'émancipation des femmes et l'amélioration de leur bien-être, mais elles peuvent également générer dans le même temps de nouveaux problèmes d'inégalité et de vulnérabilité.

Recommandations

L'exemple des pays du COMESA montre que les politiques commerciales peuvent jouer un rôle de catalyseur de la création d'emploi pour les femmes. Ainsi, elles peuvent favoriser l'émancipation des femmes et l'amélioration de leur bien-être grâce à des emplois formels et des revenus stables, comme dans le cas des ZFE. Elles peuvent toutefois générer dans le même temps de nouveaux problèmes d'inégalité et de vulnérabilité, qu'il est également impératif de prendre en compte.

Dans le contexte actuel de concurrence internationale accrue, qui entraînera probablement des gains et des pertes pour les différents segments de population, il est nécessaire d'encourager des mesures visant à rendre l'environnement commercial plus sensible à la

parité des sexes et à soutenir les femmes appartenant aux segments les plus vulnérables. Ceci peut, par exemple, se traduire par les actions suivantes.

- La promotion de programmes visant à développer le capital humain et les compétences des femmes, de façon à réduire ou atténuer les éventuels effets négatifs de la libéralisation des échanges sur la main d'œuvre féminine, mais également à faciliter la transition des femmes d'un secteur à l'autre en cas de changement de l'environnement commercial ou des politiques commerciales ;
- Des mesures d'intégration des femmes aux industries nouvelles, ou en expansion, au moyen de programmes de formation pratique et de développement des compétences ;
- L'encouragement de la mobilité verticale et horizontale des femmes, notamment au sein des ZFE, pour éviter leur cantonnement à des emplois peu qualifiés et les intégrer à des métiers techniques, qualifiés ou traditionnellement masculins, afin de combler le fossé salarial entre hommes et femmes ;
- La protection des droits des salariés des ZFE, en luttant notamment contre les différentes formes de discrimination liées au sexe auxquelles sont confrontées les femmes ;
- La mise en place de filets de sécurité sociale et de services publics de base en matière notamment d'éducation et de santé, qui contribuent à réduire et à rééquilibrer la charge de travail non rémunéré des femmes.

❶ En date de juin 2017, le COMESA se composait des pays suivants : Burundi, Comores, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Libye, Madagascar, Malawi, Maurice, Ouganda, République démocratique du Congo, Rwanda, Seychelles, Soudan, Swaziland, Zambie et Zimbabwe.

❷ Guy Standing, « *Global Feminization Through Flexible Labour: A Theme Revisited* », *World Development* 27, no 3 (2009): 583–602.

❸ David Kucera et Tejani Sheba, « *Feminization, defeminization, and structural change in manufacturing* », *World Development* 64 (2014): 569-82.

❹ CNUCED, *Trade and gender linkages: An analysis of COMESA*, Nations unies: Genève, 2017.

❺ *Ibid.*

❻ *Ibid.*

❼ *Ibid.*

❽ La catégorie dite de « production » correspond à la catégorie traditionnelle des emplois ouvriers.

❾ Les activités « hors production » comprennent les activités de type « col blanc ».



Mariangela Linoci
Chargée d'affaires économiques,
Programme sur le commerce,
le genre et le développement,
CNUCED



Nursel Aydiner Avsar
Consultante, Programme sur
le commerce, le genre et le
développement, CNUCED

SERVICES

La dimension du genre dans le secteur des services

Julia Lipowiecka

Quelles sont les contraintes liées au genre que rencontrent les femmes dans le secteur des services ? Comment les pouvoirs publics peuvent-ils négocier ces obstacles au moyen d'interventions politiques sensibles au genre ?

Le secteur des services contribue de façon substantielle à l'économie mondiale, notamment en fournissant de nombreux emplois, des intrants essentiels et des services publics fondamentaux. En 2014, il représentait presque 71 pourcent du PIB mondial¹. Un secteur des services compétitif favorise le développement de quatre manières essentielles : par la progression de la production et des gains de productivité, par des répercussions sur l'emploi et les salaires dans le pays, par des effets sur l'offre et la qualité des services, notamment les services sociaux essentiels et les services aux entreprises, ainsi qu'en diversifiant l'économie et en offrant une source d'avantages compétitifs et comparatifs pour le commerce. En fait, des études ont montré que par le biais de l'accroissement de la production et des gains de productivité, les services peuvent davantage la croissance économique, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté que l'industrie².

Grâce à son rôle moteur pour la croissance économique, le secteur des services peut, de manière indirecte, produire d'importants résultats en matière d'égalité des sexes et appuyer la réalisation d'Objectif de développement durable 5 (ODD 5), qui vise à « parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles », et des autres cibles des Objectifs de développement durable liées au genre. Au fur et à mesure que les pays se développent et que le revenu des ménages s'accroît, les familles sont plus enclines à affecter des ressources à l'éducation et à la santé des filles. La création d'emplois supplémentaires grâce à la croissance permet à un plus grand nombre de femmes d'entrer sur le marché du travail et contribue, en fin de compte, à faire évoluer les normes sociales et la perception des rôles liés au genre, améliorant ainsi la situation juridique, sociale et économique des femmes.

Au-delà de l'impact économique général, les services affectent aussi plus directement les femmes dans leurs rôles de productrices et consommatrices par le biais de l'emploi et de la consommation. En fait, les pays où les services occupent une plus grande part des emplois ont des taux plus élevés de participation féminine à la population active³. L'existence d'emplois potentiels pour les femmes dans le secteur des services peut aussi permettre aux femmes d'être davantage valorisées socialement et économiquement, l'idée du retour sur investissement améliorant les comportements et les incitations à éduquer les filles. Enfin, dans la plupart des pays en développement, les femmes assument une part disproportionnée des responsabilités familiales et communautaires. Une amélioration des services essentiels en termes d'accès et de prix peut réduire le fardeau des responsabilités familiales et sociales des femmes et leur offrir la liberté de prendre un emploi formel.

Il existe aussi une forte rationalité instrumentale en faveur d'une plus grande intégration des femmes à l'économie, secteur des services compris. Une plus grande participation des femmes dans la population active peut être une source d'avantage compétitif pour l'économie, mais également soutenir une croissance plus inclusive, notamment en améliorant la dynamique de la répartition et du bien-être dans les ménages. Elle peut stimuler la croissance à court terme par une hausse des dépenses de consommation, tout en stimulant aussi la croissance à long terme avec l'augmentation de l'épargne. Parallèlement, l'égalité d'accès à l'éducation des filles et des femmes facilite une plus grande accumulation de compétences et de savoir-faire dans la population active et accroît donc le potentiel de croissance de l'économie, les femmes instruites étant à même d'entreprendre des activités économiques à plus grande valeur ajoutée. Un pouvoir

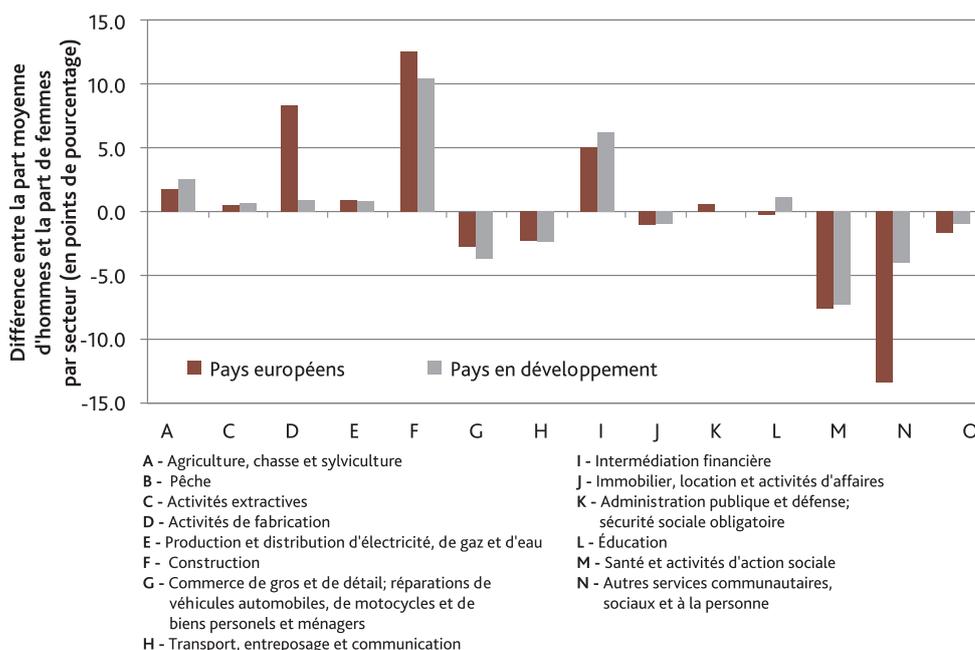
de décision des chez les femmes concernant les ressources du ménage et la taille de la famille a le potentiel d'améliorer le capital humain de la génération suivante, les enfants bénéficiant des dépenses supplémentaires investies dans l'alimentation et l'éducation. Le secteur des services exige une main d'œuvre plus qualifiée que d'autres secteurs, et en améliorant le capital humain et la productivité de la main d'œuvre pour les générations actuelles et futures, l'égalité entre hommes et femmes en termes d'éducation et de formation peut concourir à la compétitivité du secteur des services.

La participation des femmes au secteur des services

Les statistiques indiquent des niveaux élevés d'emplois des femmes dans le secteur des services, ce dernier représentant dans le monde quasiment 50 pourcent des emplois féminins en 2013. Les femmes des pays en développement abandonnent de plus en plus l'agriculture, et celles des pays développés quittent l'industrie, pour se diriger vers les services. L'emploi des femmes dans les services est particulièrement élevé dans les économies avancées, où l'emploi des femmes dans l'industrie a diminué de moitié et plus de 85 pourcent des femmes travaillent désormais dans les services, principalement la santé et l'éducation. Tandis que dans les pays en développement, la majorité des femmes sont encore employées dans le secteur agricole, la part des femmes travaillant dans les services s'est accrue de 7,6 pourcent entre 1992 et 2012, et elle est susceptible de progresser encore à mesure que les chances à saisir augmentent dans ce secteur.

Dans les pays développés comme dans les pays en développement, les femmes occupent une palette de postes plus restreinte que les hommes dans le secteur des services. La figure 1, qui représente une ventilation sectorielle détaillée dans un certain nombre d'économies développées et en développement, indique une plus forte concentration de femmes dans la vente en gros et le commerce de détail, les hôtels et les restaurants, l'éducation, la santé et le travail social, ainsi que les services communautaires, sociaux et les services à la personne. Il existe une claire ségrégation horizontale des femmes dans des secteurs généralement caractérisés par de bas salaires, de longues heures de travail et des modalités de travail informelles. Les femmes sont aussi souvent présentes dans les secteurs non organisés, comme par exemple le travail domestique et les soins, ce qui limite leur pouvoir de négociation sur les salaires.

Figure 1 : Différences entre la part moyenne d'hommes et de femmes employé(e)s par secteur dans une sélection de pays développés et en développement, dernière année disponible après 2000.



Source : OIT, 2012

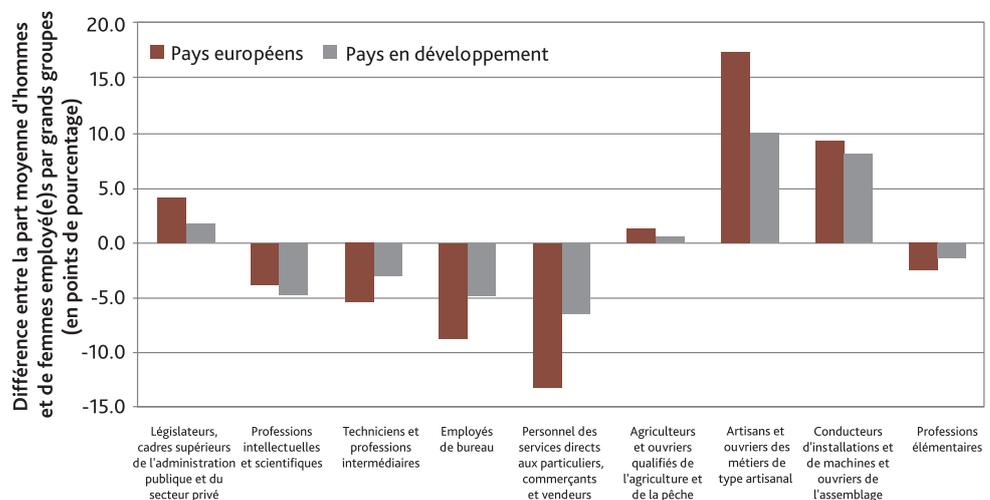
Ceci a également d'importantes implications en termes de libéralisation des échanges dans les services, car les avantages du commerce sont inégalement répartis, certains secteurs connaissant une expansion et d'autres se contractant. Puisque les femmes sont

regroupées dans un nombre de secteurs plus restreint et ont moins accès à certaines ressources que les hommes, elles sont souvent moins susceptibles d'être engagées dans des secteurs en expansion, sont plus susceptibles d'avoir un travail informel et précaire en raison de la concurrence internationale et ont plus de chance d'être négativement affectées par les ajustements liés au commerce. Étant donné leurs responsabilités familiales et la discrimination fondée sur le genre, les femmes ont souvent un accès plus limité aux programmes de formation professionnelle et de formation aux affaires. Cet accès restreint à l'amélioration des compétences peut particulièrement nuire aux femmes lorsque les économies progressent technologiquement ou que le commerce entraîne des délocalisations.

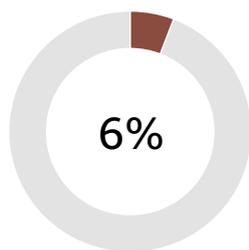
Les services publics ou gouvernementaux ont traditionnellement offert aux femmes d'importants débouchés dans le secteur des services. Toutefois, avec la privatisation et la libéralisation de ce secteur dans de nombreux pays en développement, les femmes se sont tournées vers un secteur des services privés offrant davantage d'opportunités d'emploi et de création d'entreprise. Dans de nombreux pays en développement, ce sont certains services plus traditionnels, non commercialisables, à faible productivité, avec un potentiel d'accumulation de capital réduit, comme le petit commerce de détail, la restauration et les services à la personne, qui représentent la part croissante des services dans le PIB et dans la totalité des emplois, en particulier pour les femmes. De même, les mesures d'austérité introduites après la crise financière dans de nombreux pays développés ont été particulièrement nuisibles pour les secteurs des services dans lesquels sont concentrées les femmes, tels que la garde d'enfants, les soins aux personnes âgées, les soins médicaux et l'éducation.

La ségrégation verticale du travail est également présente dans le secteur des services. Les femmes tendent à être concentrées dans les postes peu ou moyennement qualifiés, et elles sont peu nombreuses à occuper des postes de direction. Comme le montre la figure 2, l'emploi des femmes dans le monde est plus fortement concentré dans des postes moyennement qualifiés, comme par exemple « employés de bureau » et « personnel des services directs aux particuliers, commerçants et vendeurs », tandis que les hommes sont plus présents dans les postes plus qualifiés comme « artisans et ouvriers des métiers de type artisanal », « conducteurs d'installations et de machines et ouvriers de l'assemblage » et « législateurs, cadres supérieurs de l'administration publique et du secteur privé ». Une telle ségrégation verticale en fonction du genre semble indiquer qu'en raison de diverses contraintes, les femmes ne jouissent pas des mêmes chances que les hommes pour accéder à tous les emplois existants ainsi qu'aux qualifications et aux formations nécessaires.

Figure 2 : Différences entre la part moyenne d'hommes et de femmes employé(e)s par catégorie professionnelle dans une sélection de pays développés et en développement, dernière année disponible après 2000.



Source : OIT, 2012



Une enquête de la Banque mondiale en Afrique de l'Est et en Afrique australe a découvert que les femmes n'occupent que 6 pourcent des postes de cadres de direction, et 12 pourcent des postes de cadres supérieurs, dans les entreprises de services professionnels.

De même, une enquête de la Banque mondiale auprès des prestataires de services professionnels d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe a découvert que les femmes n'occupent que 6 pourcent des postes de cadres de direction et 12 pourcent des postes de cadres supérieurs dans les entreprises de services professionnels⁶. Ces chiffres sont aussi largement comparables aux données des pays développés. La sous-représentation des femmes aux postes de cadres est liée aux divers obstacles institutionnels auxquels elles sont confrontées. Leur accès limité à l'éducation et aux possibilités de formation signifie qu'elles manquent des qualifications et des compétences nécessaires pour ces postes. Les stéréotypes de genre qui entraînent des préjugés au moment du recrutement ou des décisions de promotion, ainsi que le manque d'équilibre entre vie privée et vie professionnelle, font aussi obstacle à une plus grande diversité de genre aux postes de direction, notamment dans le secteur des STEM (sciences, technologie, engineering et mathématiques) et le secteur de la finance.

Dans les services, les femmes sont plus susceptibles que les hommes de se trouver dans des catégories d'emplois précaires ou « non-traditionnelles ». L'emploi « non-traditionnel » (également appelé emploi « atypique ») se caractérise par des contrats temporaires ou de courte durée, des salaires bas, des avantages sociaux limités ou inexistants, un travail réparti sur plusieurs lieux de travail, des postes aux qualifications basses ou moyennes avec des perspectives d'avancement limitées et un manque de représentation. Dans de nombreux cas, les employeurs offrent ces emplois précaires pour échapper à leurs obligations, telles que les contributions à la sécurité sociale, la pension de retraite, le congé maternité et le congé familial, le paiement des heures supplémentaires, les vacances, ainsi que la santé et la sécurité sur les lieux de travail. Dû au manque de temps, de nombreuses femmes cherchent des aménagements souples et « non-traditionnels » sous forme de travail à temps partiel, temporaire et/ou informel. Toutefois, cette situation peut renforcer leur spécialisation dans des emplois hors marché, car les emplois informels sont moins bien rémunérés que les emplois à plein temps et formels et sont moins valorisés.

Globalement, le pourcentage de femmes propriétaires d'entreprises de services et la proportion de femmes au sein de la direction de ces entreprises sont plus élevés que dans l'industrie, ce qui pourrait s'expliquer par le fait qu'il est plus facile pour les femmes d'être propriétaires d'entreprises de service vu la prépondérance des petites entreprises dans le secteur des services. De faibles coûts d'investissement et des besoins en capitaux moins élevés peuvent s'avérer particulièrement attractifs pour les femmes, qui ont souvent de plus grandes difficultés à accéder au crédit que les hommes.

Les entrepreneuses engagées dans le commerce des services font souvent face à des difficultés d'accès aux ressources productives, notamment à des intrants et à un équipement de qualité, aux capitaux et au crédit. Selon la Banque mondiale, 70 pourcent des PME appartenant à des femmes dans les pays en développement rencontrent des difficultés à obtenir des financements. Ce manque d'accès aux financements limite le potentiel de croissance de ces entreprises et rend les entrepreneuses frileuses concernant l'entrée sur les marchés d'exportation. L'analyse des données provenant d'enquêtes auprès d'entreprises dans un grand nombre de pays en développement montre qu'en général, les entreprises dirigées par des femmes tendent à être plus petites que celles dirigées par des hommes, que ce soit dans le secteur de l'industrie ou des services, et sont moins susceptibles d'exporter⁷.

Le rôle de la politique publique

L'analyse contenue dans cet article a dégagé deux grandes implications pour la politique publique. Tout d'abord, elle a mis en lumière l'importante contribution que les services peuvent apporter à la croissance économique, l'emploi, la réduction de la pauvreté et l'égalité entre les genres. Une compétitivité accrue du secteur des services peut jouer un rôle important dans la réalisation de l'ODD 5 en termes d'autonomisation des femmes et des filles ainsi que d'autres cibles des ODD liées au genre. Deuxièmement, elle a montré que les inégalités entre les sexes qui se manifestent dans le cadre des transactions, des relations et des institutions économiques structurent aussi la participation des femmes dans les services, ce qui restreint la compétitivité du secteur et limite l'aptitude des

femmes à bénéficier des possibilités engendrées par le commerce des services et la croissance de ce secteur. Pour favoriser la compétitivité et veiller à ce que les avantages de l'expansion des services bénéficient aux hommes comme aux femmes, cette section aborde une série d'interventions des pouvoirs publics.

Politiques publiques et cadre réglementaire favorables aux femmes

Certaines politiques qui peuvent faciliter l'accès à l'emploi des femmes comprennent l'offre de crèches, la mise en place de réglementations relatives à l'égalité et à la non-discrimination dans l'emploi et l'adoption de politiques qui encouragent le partage égal des responsabilités entre hommes et femmes au sein des ménages, comme par exemple le congé parental. Il est aussi nécessaire d'étendre les mesures de protection sociale pour réduire la vulnérabilité des femmes, d'investir dans leurs compétences et leur formation et de mettre en œuvre des politiques favorisant l'accès à toutes les professions. Veiller à ce que les fournisseurs de service étrangers aussi bien que nationaux soient couverts par la législation nationale sur le travail, y compris concernant l'égalité des salaires, les conditions de travail, la garde d'enfants et les congés maternité, peut éviter que les femmes se concentrent dans les emplois peu qualifiés, mal payés et précaires suite à la libéralisation des échanges.

Mobilisation du secteur privé

Pour le secteur privé, l'attention doit être portée sur l'évolution de la culture d'entreprise en termes de salaires, de conditions de travail et de qualité des emplois offerts aux femmes. Il s'agit en particulier d'améliorer l'offre de formation ainsi que les possibilités de mentorat pour permettre aux femmes d'accéder à des postes plus élevés dans la hiérarchie, et de modifier les pratiques en matière de recrutement et de ressources humaines pour permettre aux femmes d'avancer dans leur carrière en gravissant les échelons. Cela implique également d'améliorer l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée pour les femmes chargées de responsabilités familiales, grâce à des horaires flexibles, au télétravail, et au congé parental prolongé. Remédier à la ségrégation verticale en fonction du genre peut aussi exiger de mettre en place des mesures de discrimination positive à l'aide de quotas et d'objectifs chiffrés afin de promouvoir une plus grande diversité parmi les cadres dirigeants. Bien que non contraignants, les codes de conduite volontaires tels que les principes d'autonomisation des femmes du Pacte mondial des Nations Unies constituent un important pas en avant dans la création de processus plus inclusifs au sein des entreprises, notamment car les marques se doivent d'être toujours plus sensibles quant à leur image.

Il est nécessaire d'étendre les mesures de protection sociale pour réduire la vulnérabilité des femmes, d'investir dans leurs compétences et leur formation et de mettre en œuvre des politiques favorisant l'accès à toutes les professions.

Renforcement des capacités et soutien financier pour les entrepreneuses

Pour les entrepreneuses engagées dans le secteur des services, la priorité consiste à remédier à leur accès limité au crédit. De nouveaux produits financiers spécialement réservés aux femmes, qui réduisent les exigences en matière de documentation, utilisent des modèles novateurs de notation du crédit et des nantissements souples, et promeuvent des services financiers hors des banques et mobiles, sont un pas dans la bonne direction. Toutefois, l'offre de services financiers ne conduit pas nécessairement à leur adoption, et il est toujours nécessaire de s'attaquer à des problèmes tels que le droit des femmes à la propriété foncière, l'éducation financière et l'illettrisme.

Des mesures portant sur les écarts de qualifications entre les sexes et l'accès des femmes aux réseaux d'affaires sont également nécessaires. Les programmes d'acquisition de

compétences et de formation professionnelle doivent être mis en œuvre en tenant compte des problèmes de mobilité et de temps qui désavantagent les femmes. Des interventions ciblées, réalisées par le biais d'associations professionnelles de femmes d'affaires, peuvent aider les femmes à trouver de nouveaux clients et de nouveaux débouchés grâce à des services de développement des entreprises, au mentorat et au réseautage. Dans leurs initiatives de promotion des exportations, les pouvoirs publics doivent veiller à rehausser la visibilité des femmes exportatrices de services, par exemple en organisant des événements commerciaux centrés sur les services qui comprendraient des objectifs précis en termes de participation des femmes et en veillant à une représentation féminine dans les missions commerciales. Un usage accru des technologies de l'information et de la communication par les entrepreneuses peut aussi les aider à accéder à de nouveaux marchés le biais du commerce en ligne et des technologies numériques.

Intégrer le genre aux politiques commerciales

Pour finir, intégrer le genre dans la politique commerciale est essentiel afin de veiller à ce que les femmes et les hommes soient à même de tirer parti des opportunités offertes par le commerce sur un pied d'égalité, et aussi à ce que l'essor du commerce joue véritablement un rôle crucial dans la diminution des disparités entre les sexes. Les mesures concrètes pouvant être prises à cet égard incluent notamment l'évaluation ex ante des impacts des accords commerciaux et politiques commerciales en matière de genre, ainsi que l'adoption d'une approche proactive afin que les femmes participent à tous les processus de consultation guidant la conception de ces politiques.

La libéralisation du commerce des services peut avoir des retombées très positives, mais aussi créer des risques pour les femmes en l'absence de cadres politiques sensibles aux questions de genre. Pour éviter cela, les pouvoirs publics doivent mettre en place des initiatives de progrès social, notamment par l'application effective des normes de travail, la non-discrimination et l'égalité des salaires et des conditions de travail, ainsi que la facilitation de la mobilité professionnelle et l'amélioration des opportunités d'emploi pour les femmes grâce à l'acquisition de compétences. La libéralisation des échanges crée aussi des gagnants et des perdants, et il se pourrait que les pouvoirs publics doivent investir dans des mesures de protection sociale qui protégeront les plus démunis, et notamment les femmes, face aux coûts d'ajustement résultant des changements dans la composition de la production et de l'emploi suite à la libéralisation des services. De même, lors de la libéralisation de secteurs fournissant des services essentiels tels que l'eau, l'assainissement, l'énergie et la santé, les pouvoirs publics doivent veiller à ce que les fournisseurs étrangers et nationaux remplissent des obligations de service universel, ou bien, de manière alternative, offrir des subventions pour la fourniture de services dans certaines zones défavorisées ou aux groupes les plus vulnérables.

- ❶ World Bank. *World Development Indicators 2015*. Washington, DC: Banque Mondiale, 2015.
- ❷ Ghani Ejaz, et Homi Kharas. "The Services Revolution." *Economic Premise* 14 (2010). Banque mondiale.
- ❸ Ghani, Ejaz. "Is Service-Led Growth a Miracle for South Asia?" In *The Service Revolution in South Asia*, publié par Ejaz Ghani. New York: Oxford University Press, 2010.
- ❹ ILO. *Global Employment Trends 2014*. Genève : Organisation internationale du travail, 2014.
- ❺ ILO. *Global Employment Trends for Women 2012*. Genève : Organisation internationale du travail, 2012.
- ❻ World Bank. *Women and Trade in Africa: Realizing the Potential*. Washington, DC: Banque mondiale, 2013.
- ❼ *Ibid.*



Julia Lipowiecka

Consultante indépendante en commerce et développement social

LE DERNIER MOT

Les femmes dans le commerce informel transfrontalier en Afrique de l'Ouest : de la frontière à la marmite

Cheikh Tidiane Dieye

Nombre de femmes africaines ont trouvé dans le commerce informel transfrontalier un moyen d'échapper à des conditions de vie précaires. Quels sont les obstacles qu'elles doivent surmonter pour s'adonner à ces activités ?

En Afrique de l'Ouest, comme sur le reste du continent, l'une des caractéristiques les plus tangibles de la pauvreté en Afrique de l'ouest comme dans le reste du continent est sa « féminité ». Les femmes ouest africaines subissent, plus que toute autre catégorie, les méfaits de la pauvreté et de toutes sortes de contraintes engendrées par la structure actuelle des relations économiques et commerciales nationales, régionales et internationales. En matière d'accès à la terre, aux ressources économiques, aux informations commerciales et aux opportunités de marché, les femmes ouest-africaines sont restées bien en marge des bonnes pratiques mondiales.

Dans cette région, les femmes produisent l'essentiel des produits alimentaires de base dans certaines zones et jouent ainsi un rôle décisif dans la sécurité alimentaire familiale et nationale. Et dans les zones où les cultures de rente prédominent, la baisse des revenus consécutive à la baisse des protections tarifaires et à l'entrée massive de produits importés sur les marchés nationaux a exacerbé la vulnérabilité des femmes, dans la mesure où nombre d'entre elles n'ont eu d'autres choix que d'aller grossir les populations des bidonvilles pour s'y adonner à des petits emplois informels, au petit commerce de survie ou au commerce informel transfrontalier.

La déstructuration du secteur industriel est aussi un facteur non négligeable de l'apparition de types d'activités informelles et précaires dominées par les femmes. La destruction de l'industrie textile dans de nombreux pays est un exemple édifiant. Au Nigeria, par exemple, le secteur textile était en 1993 la deuxième source d'emplois après le gouvernement. La plupart des emplois étaient occupés par des femmes. Mais au début des années 2000, 60 pourcent d'entre elles se sont retrouvées au chômage suite à la libéralisation du secteur textile. Ces ex-travailleuses se sont ainsi pour la plupart tournées vers l'économie informelle, soit comme travailleuses à domicile soit comme commerçantes sur les marchés intérieurs ou entre les pays.

Une soupe de sécurité pour les femmes

Les femmes ont trouvé dans le commerce informel transfrontalier un moyen d'échapper aux conditions de vie précaires qui caractérisent encore de nombreux pays africains, dans les zones urbaines comme rurales. Ce commerce leur a permis d'élargir leurs possibilités d'accès à des ressources autres que celles provenant des champs, en améliorant leurs revenus et en renforçant leur position sociale et économique ainsi que leur rôle au sein des ménages et de la société. L'augmentation de leurs revenus rejaillit positivement sur la société et contribue à assurer la stabilité des ménages et à atténuer les sources de conflits sociaux, y compris transfrontaliers.

Le commerce informel transfrontalier des femmes peut de ce fait être considéré comme un moyen d'atténuation de la précarité des conditions de vie des femmes. Il contribue à minimiser les effets néfastes de la pauvreté pour cette couche vulnérable de la population.

Les activités qui s'exercent dans ce secteur ne se limitent pas seulement aux transactions marchandes. Elles concernent aussi de nombreux services d'appui et de facilitation dont

le transport, la transformation des produits, le conditionnement et l'intermédiation. Des études révèlent, par exemple, que le commerce informel des produits pétroliers entre le Nigeria et le Bénin a occupé à la fin des années 2000 près de dix milles marchands, composés pour l'essentiel de femmes, de jeunes et de handicapés. Dans certains pays, les revenus tirés du commerce informel transfrontalier peuvent être supérieurs, de loin, au salaire minimum interprofessionnel¹.

Un facteur de sécurité alimentaire

Le rôle prépondérant des femmes dans le commerce informel transfrontalier a déjà fait l'objet d'analyses plus ou moins approfondies. Même s'il est difficile de mesurer leur impact, du point de vue quantitatif, les expériences capitalisées montrent que les femmes agissent au moins sur deux aspects cruciaux de la sécurité alimentaire à savoir sur l'accessibilité de la nourriture et sa disponibilité².

Par leurs activités liées au commerce informel transfrontalier, les femmes assurent une certaine fonction de régulation, voire de baisse des prix, ce qui permet aux populations pauvres d'accéder plus facilement aux produits.

Concernant l'accessibilité, elle peut être appréciée au niveau micro et macro. Le niveau micro renvoie au revenu tiré par les femmes commerçantes, qui est utilisé pour acheter la nourriture de la famille. En effet les gains obtenus du commerce transfrontalier sont investis dans l'économie du ménage pour l'achat de produits, importés ou locaux, comme le riz, le lait, les huiles ou d'autres produits. L'augmentation de ces revenus permet donc aux familles non seulement d'accéder à l'alimentation, mais aussi de garantir une certaine diversité alimentaire et nutritionnelle. Quant au niveau macro, il concerne le rôle exercé par les femmes pour assurer l'accessibilité des produits de part et d'autre des frontières. Par leurs activités commerciales, elles assurent une certaine fonction de régulation, voire de baisse des prix, ce qui permet aux populations pauvres d'accéder plus facilement aux produits. En effet, dans un espace commercial étroit et fermé, les flambées de prix induites par un déficit de la production nationale se traduisent immédiatement par des difficultés d'accès à l'alimentation pour les populations les plus pauvres, mais aussi par une dégradation du pouvoir d'achat des classes moyennes. Inversement un excès de production se traduit par des chutes de prix préjudiciables aux producteurs. L'intégration des marchés nationaux permet d'accroître la taille de ceux-ci et de connecter les bassins de production excédentaire aux bassins de consommation. Ce faisant, le marché joue un rôle important dans la stabilisation des prix à la production et à la consommation².

En ce qui concerne la disponibilité des produits, le commerce informel transfrontalier a été, jusqu'ici, l'un des leviers les plus importants du commerce intra-régional des produits agricoles et agro-alimentaires. La plupart des marchés nationaux, transfrontaliers et régionaux sont pourvus en produits agricoles de toute nature, transformés ou non, par des femmes agissant soit en tant que groupement ou coopérative, soit en tant que commerçante individuelle. Les échanges régionaux portent sur une très large gamme de produits bruts ou transformés, relevant de transactions (micro-échanges) de part et d'autres des frontières et structurés par les marchés transfrontaliers, ou de flux à longue distance reliant les bassins de production et les grands marchés de consommation³. Ces échanges sont facilités par la complémentarité entre zones de production, induite par la différence des réalités agro-écologiques et la variété des produits cultivés. Les femmes commerçantes assurent en partie le transfert des produits agricoles des zones excédentaires vers les zones déficitaires ou alors, jouant sur la différence des régimes alimentaires, facilitent la circulation de produits comme les céréales sèches, les fruits et légumes, les tubercules et les huiles, entre autres, de marchés à marchés.

Ces défis auxquels les femmes font face dans le commerce transfrontalier

En dépit de l'importance du commerce transfrontalier pour les femmes qui s'adonnent à cette activité, celle-ci reste très contraignante pour ces dernières et les soumet à toutes sortes de défis et de risques. Le premier et le plus important de ces défis est celui de l'information. Elles n'ont pas, en général, accès aux informations disponibles sur les sites officiels et ignorent pour l'essentiel l'existence de telles informations. Cela vaut aussi pour les réglementations commerciales souvent complexes, techniques et inaccessibles pour des femmes dont la plupart sont analphabètes ou ne bénéficient que d'un niveau d'instruction très bas. Leur ignorance des réglementations commerciales régionales en vigueur accroît leur vulnérabilité face aux agents de contrôle et les met en position de faiblesse, les obligeant à payer des taxes quelques fois indues pour commercer.

À ces contraintes techniques s'ajoutent aussi d'autres contraintes d'ordre financier, dont les problèmes d'accès aux institutions formelles de crédit, notamment les banques et les agences de microcrédits, même si pour ces dernières les choses tendent à s'améliorer progressivement. L'absence de moyens de paiements autre que la monnaie en espèce oblige les femmes commerçantes à voyager avec d'importantes sommes d'argent, ce qui les expose à des risques sécuritaires permanents et réduit leur marge de manœuvre transactionnelle.

Dans de nombreux pays, les pouvoirs publics ont tendance à ne voir que les aspects plus ou moins négatifs du commerce informel transfrontalier, et notamment le fait qu'il opère en dehors de certaines règles établies en matière fiscale et douanière. Une telle lecture les amène à adopter des mesures contraignantes et répressives plutôt que de voir le potentiel positif de ce commerce qui demande à être accompagné et organisé pour maximiser tout son potentiel économique et social, notamment en termes de promotion de l'intégration régionale.

Dans bien des cas, ce sont soit les échecs des politiques publiques sectorielles, soit leur inadéquation avec les réalités économiques locales, soit simplement leur inexistence qui sont la cause de l'engagement massif des femmes dans le commerce informel transfrontalier. Quant aux contraintes spécifiques qu'elles rencontrent, elles découlent de la non-application des textes adoptés pour garantir la libre circulation des marchandises et des personnes, ou de leur application partielle et sélective. Ce sont donc ces politiques qu'il faut revoir, au niveau national comme régional, pour les adapter aux besoins de développement concrets des femmes marchandes.

❶ Soulé, Bio Goura. « Le commerce transfrontalier entre le Nigeria et le Bénin ». CDF et LARES. 1995.

❷ Enda CACID. « Etat du commerce en Afrique de l'Ouest. Marchés et sécurité alimentaire ». 2017

❸ Enda CACID 2017 - Idem



Cheikh Tidiane Dieye
Directeur exécutif du Centre
africain pour le commerce,
l'intégration et le développement
(Enda Cacid).

Publications et ressources



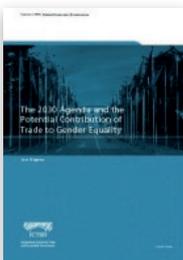
Options pour les négociations de l'OMC sur le soutien domestique dans l'agriculture – ICTSD – Mai 2017

Cette note d'information analyse diverses options dans le contexte des négociations sur la question du soutien domestique agricole, en se basant sur certaines idées qui ont été évoquées à l'OMC. Elle examine les implications des différentes approches en matière de niveaux de soutien des pays ainsi que de plafonds maximums autorisés en vertu des règles de l'OMC. La note s'intéresse, en particulier, aux produits qui sont spécialement importants pour les pays à faible revenu. <http://bit.ly/2se0fxo>



Comment les distorsions des échanges affectent-elles les marchés de produits agricoles ? – ICTSD – Mai 2017

Cette note d'information s'intéresse à la manière dont les marchés mondiaux de certains produits agricoles clés sont affectés par des distorsions résultant de politiques gouvernementales, dans l'optique de fournir une base informative au débat sur la mise à jour des règles dans ce domaine en vue de la conférence ministérielle de l'OMC de Buenos Aires. Elle souligne que le soutien étatique reste concentré sur un nombre relativement faible de produits, tels que le riz, le maïs, le bœuf, le porc et les produits laitiers. <http://bit.ly/2tbXOIG>



Le programme 2030 et la contribution potentielle du commerce à l'égalité des sexes – ICTSD – Septembre 2016

Cette étude passe en revue les nombreuses disparités qui marquent la participation des hommes et des femmes à la vie économique et souligne que l'amélioration des opportunités économiques dont les femmes bénéficient est un défi important dans les pays développés comme dans les pays en développement. Elle met en lumière certains défis spécifiques que les gouvernements devront relever afin d'utiliser le commerce comme un outil au service de l'émancipation des femmes, et présente certaines options de politique publique pour s'y attaquer. <http://bit.ly/2dZPKFY>



La dimension du genre dans le secteur des services – ICTSD – Septembre 2016

Cette étude présente une analyse approfondie des contraintes liées au genre que rencontrent les femmes dans le secteur des services, que ce soit en termes d'accès à l'emploi ou d'opportunités économiques. L'étude présente également un ensemble d'interventions politiques dans l'optique de permettre aux hommes et aux femmes de bénéficier de la croissance du secteur sur un pied d'égalité, et de créer un environnement politique et réglementaire qui réduise les contraintes liées au genre auxquelles les femmes font face. <http://bit.ly/2eeioRf>



La dimension du genre dans les chaînes de valeur mondiales – ICTSD – Septembre 2016

Tenir compte des questions de genre et s'y attaquer constitue une priorité afin d'exploiter le potentiel des chaînes de valeur mondiales (CVM) dans la poursuite d'objectifs de développement économique et social. Cette étude cherche à intégrer la question du genre dans le cadre des CVM, à évaluer les implications en matière de genre de l'intégration et de la progression au sein des CVM, et à offrir des recommandations politiques relatives aux CVM qui soutiennent le développement économique et social. <http://bit.ly/2dic76T>

EXPLORER LE MONDE DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE AVEC LE RÉSEAU BRIDGES D'ICTSD

BRIDGES AFRICA

Analyse et informations sur le commerce et le développement durable
Accent sur l'Afrique - En anglais
<http://www.ictsd.org/bridges-africa>

BRIDGES

Commerce mondial dans une perspective de développement durable
Accent sur l'international - En anglais
<http://www.ictsd.org/bridges>

BIORES

Analyse et informations sur le commerce et l'environnement
Accent sur l'international - En anglais
<http://www.ictsd.org/biores>

PUENTES

Analyse et informations sur le commerce et le développement durable
Accent sur l'Amérique latine et les Caraïbes - En espagnol
<http://www.ictsd.org/puentes>

PONTES

Analyse et informations sur le commerce et le développement durable
Accent sur l'international - En portugais
<http://www.ictsd.org/pontes>

МОСТЫ

Analyse et informations sur le commerce et le développement durable
Accent sur la CEI - En russe
<http://www.ictsd.org/мосты>

桥

Analyse et informations sur le commerce et le développement durable
Accent sur l'international - En chinois
<http://www.ictsd.org/qiao>

PASSERELLES

Analyse et informations sur le commerce et le développement durable
Accent sur l'Afrique francophone - En français
<http://www.ictsd.org/passerelles>



Centre International pour le Commerce et le Développement Durable

Chemin de Balexert 7-9
1219 Genève, Suisse
+41-22-917-8492
www.ictsd.org

ENDA Cacid

B.P. 6879, Dakar, Senegal
+221-33-823-57-54
www.endacacid.org

PASSERELLES existe grâce à la généreuse contribution des donateurs et partenaires suivants :

DFID - UK Department for International Development

SIDA - Swedish International Development Agency

DGIS - Ministry of Foreign Affairs Netherlands

Ministry of Foreign Affairs, Denmark

Department of Foreign Affairs and Trade, Australia

PASSERELLES bénéficie également du soutien de ses partenaires associés et des membres du conseil éditorial.

PASSERELLES accepte volontiers de diffuser, contre paiement, toute publicité. La publication accepte toute proposition de sponsoring destinée à renforcer ses capacités à étendre son audience. L'acceptation se fait à la discrétion des éditeurs.

Toutes les opinions exprimées dans les articles signés de PASSERELLES sont celles de leurs auteurs, et ne représentent pas nécessairement les opinions d'ICTSD ou d'ENDA.



Ce travail est sous licence d'attribution non commercial Creative Commons - NoDerivatives 4.0 International [License](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/).

ISSN 1563-0021

